



**Politique
sociale**



Développement des
ressources humaines Canada

Human Resources
Development Canada



PAGE
D'ACCUEIL



QUOI DE
NEUF



RECHERCHE ET
ASSISTANCE



COURRIER



ARCHITECTURE
DU SITE



ENGLISH

L'aide sociale au Canada, 1994

► Rapports

► Statistiques

► L'union sociale

► F/P/T Services à l'enfance et à la famille

► Page d'accueil de Politique stratégique

L'aide sociale au Canada, 1994 est un manuscrit non-publié préparé au sein de la Direction générale de la politique sociale au début de 1994 dans le cadre d'une étude de l'aide sociale dans les 24 pays membres de l'Organisation pour la collaboration et le développement économique (OCDE). Nous présentons ici la version intégrale du manuscrit, en espérant qu'il saura intéresser les chercheurs dans le domaine social. Sont exclues du texte ci-joint toutes modifications apportées à l'aide sociale depuis mars 1994, dont l'implantation du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux.

Table des matières

- Contexte de l'étude internationale de l'OCDE sur l'aide sociale
- Pays à l'étude
- Manuscrit (questions)
- Manuscrit (texte du questionnaire complet)
- Notes

Droits d'auteur Développement des ressources humaines Canada
dernière mise à jour de cette page 1999.03.19

Canada



**Politique
sociale**



**Développement des
ressources humaines Canada**

**Human Resources
Development Canada**



PAGE
D'ACCUEIL



QUOI DE
NEUF



RECHERCHE ET
ASSISTANCE



COURRIER



ARCHITECTURE
DU SITE



ENGLISH

Contexte de l'étude internationale de l'OCDE sur l'aide sociale

► Rapports

► Statistiques

► L'union sociale

► F/P/T Services à l'enfance et à la famille

► Page d'accueil de Politique stratégique

- En janvier 1994, l'Université de York en Angleterre entreprenait une étude comparative internationale de l'aide sociale dans 18 pays membres de l'Organisation pour la collaboration et le développement économique (OCDE) à la demande du gouvernement britannique. L'OCDE a, par la suite, demandé que les six autres pays membres y soient également inclus.
- L'étude était fondée sur deux questionnaires distincts, le premier destiné à un fonctionnaire désigné du gouvernement fédéral dans chaque pays participant, et l'autre à une personne du secteur universitaire. Le premier questionnaire visait un ensemble de données sur les programmes, tandis que le deuxième offrait une dimension plus critique sur ces mêmes programmes.
- Les répondants pour le Canada dans le cadre de cette étude étaient le docteur Patricia Evans de l'école de travail social de l'Université York à Toronto, et Gilles Séguin de la Direction de la production et de l'analyse de l'information de Développement des Ressources Humaines Canada.
- Les deux répondants canadiens ont complété et retourné leur questionnaire au printemps 1994. Par la suite, on a vu prolonger le cadre de cette étude, afin de permettre aux répondants des six derniers pays membres de l'OCDE de compléter leur questionnaire. La section du rapport final portant sur le Canada est fondée sur les renseignements factuels du questionnaire ci-joint et les perspectives critiques du docteur Evans. Le rapport final a été révisé afin d'inclure l'annonce, lors du budget fédéral de 1995, du plan de financement global pour les programmes sociaux.
- En mars 1996, l'OCDE publiait le rapport final de l'étude en deux volumes intitulés comme suit:
 - *Social Assistance in OECD Countries, Synthesis Report*, et
 - *Social Assistance in OECD Countries, Country Reports*.

Table des matières

Droits d'auteur Développement des ressources humaines Canada
dernière mise à jour de cette page 1999.03.19

Canada



Politique sociale

► Rapports

► Statistiques

► L'union sociale

► F/P/T Services à l'enfance et à la famille

► Page d'accueil de Politique stratégique

Canada



Développement des
ressources humaines Canada

Human Resources
Development Canada



PAGE
D'ACCUEIL



QUOI DE
NEUF



RECHERCHE ET
ASSISTANCE



COURRIER



ARCHITECTURE
DU SITE



ENGLISH

Pays à l'étude:

Australia	Grèce	Norvège
Autriche	Islande	Portugall
Belgique	Irlande	Espagne
Canada	Italie	Suède
Danemark	Japon	Suisse
Finlande	Luxembourg	Turquie
France	Hollande	États-Unis
Allemagne	Nouvelle-Zélande	Royaume Uni

Table des matières

Droits d'auteur Développement des ressources humaines Canada
dernière mise à jour de cette page 1999.03.19



**Politique
sociale**



**Développement des
ressources humaines Canada**

**Human Resources
Development Canada**



PAGE
D'ACCUEIL



QUOI DE
NEUF



RECHERCHE ET
ASSISTANCE



COURRIER



ARCHITECTURE
DU SITE



ENGLISH

Manuscrit (questions)

► Rapports

► Statistiques

► L'union sociale

► F/P/T Services à l'enfance et à la famille

► Page d'accueil de Politique stratégique

Première partie : La structure de l'aide sociale

Deuxième partie : Autres prestations liées à l'aide sociale

Troisième partie : Administration

Quatrième partie : Finances et dépenses

Cinquième partie : Statistiques sur les demandeurs d'AS

Sixième partie : Contexte législatif et orientations

Question Première partie : La structure de l'aide sociale

1. Qu'est-ce que l'Aide sociale (« AS ») au Canada?
2. Qui est responsable de l'administration de l'AS?
3. Quelles sont les conditions générales d'admissibilité à l'AS?
4. À quelle âge peut-on demander de l'AS?
5. Y a-t-il des critères de résidence?
6. S/O (la question ne s'applique qu'aux pays de l'Union européenne)
7. Les demandeurs du statut de réfugié et demandeurs d'asile doivent-ils satisfaire à des critères particuliers?
8. Les prestations d'AS sont-elles « transférables »?
9. Y a-t-il des accords réciproques avec d'autres pays en matière d'AS?
10. La recherche d'un emploi est-elle une condition d'admissibilité?
11. Les demandeurs doivent-ils fournir des preuves de leur recherche d'un emploi?
12. Y a-t-il des sanctions pour ceux et celles qui refusent de participer aux programmes de formation et d'emploi spéciaux?
13. Y a-t-il des contrats concernant l'intégration socio-économique des clients?
14. Les personnes ayant un emploi sont-elles admissibles à l'AS?
15. Admissibilité -- Individus ou ménages?
16. Quels membres d'une famille sont inclus?
17. Couples : qui fait la demande? Qui reçoit le chèque?
18. Y a-t-il des conditions liées à la vie en commun présumée?
19. Y a-t-il des conditions concernant la vie en commun chez les parents seuls?
20. Les adultes apparentés vivant ensemble doivent-ils faire une demande distincte?
21. Quels enfants sont compris dans une demande?
22. À quel âge un enfant n'est-il plus considéré comme étant à charge?
23. Quelles ressources financières entrent en ligne de compte?

24. Comment le revenu est considéré?
25. Les exemptions sont-elles appliquées au revenu net ou au revenu brut?
26. Comment les actifs liquides et les biens sont-ils traités?
27. Quels sont les taux de réduction des prestations sur le revenu gagné et non gagné?
28. Les revenus provenant de la garde d'enfants font-ils l'objet d'un traitement spécial?
29. Les gens d'affaires et agriculteurs indépendants doivent-ils satisfaire à des critères d'admissibilité particuliers?
30. Quels genres de déductions à la source sont permises sur les prestations d'AS?
31. Les cotisations d'A-C, de pension et d'assurance-maladie figurent-elles dans le calcul des revenus disponibles?
32. Y a-t-il des échéances pour l'admissibilité (durée de l'aide)?
33. Les programmes son-ils régis par la législation ou par des pouvoirs discrétionnaires?
34. Qui fixe les niveaux de prestations?
35. Comment les niveaux de prestations sont-ils établis?
36. Comment les niveaux de prestations sont-ils rajustés?
37. Y a-t-il des variations interprovinciales quant au niveaux de prestations?
38. S/O (la question ne s'applique qu'aux pays ayant des taux nationaux)
39. Échantillons de taux d'AS (Ont. et T.-N.) pour mai 1992 et mai 1993

Deuxième partie : autres prestations liées à l'aide sociale

40. Comment les frais de logement sont-ils couverts?
41. Y a-t-il un programme distinct pour les frais de logement?
42. Que couvre l'allocation de logement de l'AS?
43. Aide hypothécaire dans le cadre de l'AS?
44. Prestations spéciales proportionnelles au revenu pour les familles actives?
45. Quels autres besoins sont couverts par l'AS?
46. Quelles relations existe-t-il entre l'AS et d'autres programmes?
47. Et les besoins urgents?

Troisième partie : administration

48. Comment réclame-t-on de l'AS?
49. Renouvellement des demandes, fréquence des prestations?
50. Les clients sont-ils tenus de signaler les changements de situation comme condition d'admissibilité?
51. Quels sont les modes de paiement?
52. Les visites à domicile sont-elles obligatoires?
53. Comment récupère-t-on les trop-perçus?

54. Qui est responsable du remboursement des trop-perçus?
55. Comment combat-on la fraude?
56. Les cartes d'identité pour les clients sont-elles utilisées?
57. Comment fonctionne le système d'appels?
58. Comment assure-t-on le contrôle de l'administration du programme d'AS
59. Quel est le rôle des organisations non gouvernementales (ONG)?

Quatrième partie : finances et dépenses

60. AS -- dépenses nationales (de 1980-1981 à 1990-1991)
61. Dépenses pour AS d'urgence (n.d.)
62. Dépenses d'ordre administratif (n.d. à l'échelle nationale)
63. Comment l'AS est-elle financée?
64. Financement des ONG

Cinquième partie : statistiques sur les demandeurs d'AS

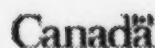
65. Statistiques (choisies) sur le nombre de cas d'AS pour mars 1992 (ou 1993)
 - Répartition proportionnelle par groupe d'âge du chef du ménage
 - Cas et prestataires selon la structure familiale (nombre et pourcentage)
 - Pourcentage de la population que représentent les prestataires
 - Pourcentage de cas d'aide sociale recevant également des prestations de chômage
 - Nombre de cas et de prestataires, de 1981 à 1993

Sixième partie : contexte législatif et orientations

66. Quelle législation réglemente l'AS?
67. La loi sur l'AS fixe-t-elle des objectifs de programme?
68. Politique actuelle du gouvernement du Canada en matière d'AS
69. Rôle de l'AS dans le cadre du régime de sécurité sociale en général
70. Changements récents, changements prévus en matière d'AS
71. S/O (question concernant uniquement les pays de l'Union européenne)

Table des matières

Droits d'auteur Développement des ressources humaines Canada
dernière mise à jour de cette page 1999.03.19





**Politique
sociale**



**Développement des
ressources humaines Canada**

**Human Resources
Development Canada**



PAGE
D'ACCUEIL



QUOI DE
NEUF



RECHERCHE ET
ASSISTANCE



COURRIER



ARCHITECTURE
DU SITE



ENGLISH

Première partie : La structure de l'aide sociale

► [Rapports](#)

► [Statistiques](#)

► [L'union
sociale](#)

► [F/P/T
Services à
l'enfance et à
la famille](#)

► [Page
d'accueil de
Politique
stratégique](#)

Définition de la notion d'aide sociale

L'expression aide sociale n'a pas un sens bien déterminé ni universel. Pour les besoins de cette étude, nous nous intéressons surtout aux prestations liées au revenu ou calculées en fonction des ressources, qui sont offertes aux personnes dont les ressources sont jugées officiellement insuffisantes pour pouvoir conserver un niveau de vie minimum sans aide supplémentaire. Il existe peut-être d'autres formes de prestations, d'assistance ou de concessions et de services, calculées en fonction des ressources, qui sont liées à l'aide sociale; elles font l'objet des questions posées dans la deuxième partie. Ces questions concernent par exemple l'aide destinée aux personnes à faible revenu, comme le crédit à la famille britannique ou le crédit américain sur le revenu gagné. La deuxième partie du questionnaire concerne également l'aide accordée sur le coût du logement, qui est calculée en fonction des ressources. La présente partie est axée principalement sur les programmes de base garantissant des ressources suffisantes ou minimums.

1. Quels programmes d'aide sociale existent dans votre pays? Veuillez les énumérer et en donner une brève description.

Chacune des dix provinces ⁽¹⁾ du Canada ainsi que chacun de ses deux territoires élabore, administre et met en oeuvre son propre programme d'aide sociale destiné aux personnes ayant un revenu insuffisant. Le droit à des prestations est établi en fonction d'une évaluation des besoins ⁽²⁾ tenant compte des avoirs et du revenu du ménage du demandeur et de ses besoins fondamentaux (aliments, vêtements, logement et services publics, articles ménagers et besoins personnels), tel que prévu dans la législation provinciale. Les provinces imposent également aux demandeurs de prestations diverses conditions d'admissibilité d'ordre administratif ainsi que diverses conditions liées à la classification.

Le ministère fédéral des Affaires indiennes et du Nord canadien est chargé de l'aide sociale aux Indiens inscrits vivant en réserves. Les programmes sont gérés par le gouvernement provincial ou par un organisme autochtone (selon la province) conformément à la réglementation de la province concernée en la matière; le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien paie la totalité du coût de cette aide.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

2. Quels paliers de gouvernement sont responsables de l'administration de ces programmes?

Le gouvernement fédéral n'administre pas (ou n'exécute pas) directement les programmes d'aide; il paie toutefois une partie des dépenses approuvées faites par les provinces et les municipalités dans ce domaine, dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada. La plupart des provinces administrent un programme d'aide sociale unifié; les prestations de longue durée sont distribuées par le ministère des Services sociaux de la province concernée (ou son équivalent) tandis que les prestations de courte durée et l'aide d'urgence sont fournies par les bureaux locaux ou régionaux de ce ministère. Au Manitoba, en Ontario et en Nouvelle-Écosse, les autorités provinciales accordent de l'aide quand le client se situe dans une catégorie de personnes considérées comme ayant besoin d'une aide de longue durée; par contre, chaque municipalité doit fournir de l'aide à ses habitants qui sont temporairement dans le besoin, tels les chômeurs et chômeuses employables. Ces trois provinces ont ce que l'on appelle un régime d'assistance sociale « à deux paliers ».

Précédent | Table des matières

3. Quelles sont les principales conditions générales d'admissibilité à l'aide sociale?

Admissibilité sur le plan financier : D'une façon générale, le seul critère d'admissibilité à l'aide sociale est le besoin, peu importe la cause.

L'évaluation des besoins² consiste à comparer les ressources financières de chaque ménage à ses besoins. Premièrement, on calcule la valeur totale des **actifs** non exemptés du ménage et on la compare aux niveaux maximums admissibles prévus dans les règlements provinciaux. Ces niveaux varient d'une province à l'autre et, dans la même province, d'une catégorie de clients à l'autre. Si la valeur des actifs ne dépasse pas les niveaux admissibles, le **revenu** du ménage client provenant de sources non exemptées est comparé aux besoins. De l'aide sociale peut être accordée quand il y a déficit budgétaire, c'est-à-dire quand le coût des besoins est supérieur aux ressources financières non exemptées du ménage du demandeur ou du prestataire. Dans certaines provinces, on peut également tenir compte des besoins spéciaux réguliers⁽³⁾ en plus des besoins de base. Dans certains provinces, de l'aide peut également être accordée quand l'évaluation des besoins² indique un excédent budgétaire (quand les revenus non exemptés sont supérieurs aux besoins) insuffisant pour couvrir les frais découlant de besoins spéciaux ou de situations imprévues; par exemple, un demandeur peut être admissible à une aide sociale d'un montant ne couvrant que le coût d'un service de santé ou d'un service social non assuré (aide familiale, p. ex.), pour autant que la personne soit admissible sur les autres plans.

Admissibilité administrative : Dans toutes les provinces, la législation en matière d'aide sociale impose certaines conditions administratives de base pour établir l'admissibilité initiale d'un demandeur. Selon la province et selon les circonstances propres à chaque cas, le demandeur peut être tenu de :

- présenter une demande dûment remplie (habituellement sur une formule prescrite);
- fournir les preuves nécessaires pour appuyer la demande d'aide, comme une preuve d'âge, un certificat médical confirmant

l'invalidité, un accord de séparation, des livrets de banque et des talons de chèque;

- rencontrer un travailleur pour discuter de la situation financière et sociale du ménage (cette condition peut être suspendue dans certains cas, notamment cas d'urgence et d'aide à court terme);
- fournir à l'autorité administrante la permission écrite de vérifier toutes les déclarations faites dans la demande ainsi que tous les documents confirmant les ressources financières ou d'autres renseignements sur le ménage;
- accepter de signaler tout changement de situation susceptible d'influencer l'admissibilité ou le niveau d'aide auquel le ménage a droit, tel que le décès ou le départ d'un membre de la famille ou un revenu supplémentaire provenant du travail ou d'autres sources.

Admissibilité liée à la classification : Les demandeurs sont classés selon les motifs que ceux d'ordre financier pour lesquels ils demandent de l'aide, autres que ceux d'ordre financier. Les catégories de clients varient dans une certaine mesure d'une province à l'autre, les principales étant les personnes âgées, les personnes handicapées, les familles monoparentales et les chômeurs aptes au travail. Il existe certaines conditions d'admissibilité initiales et continues dans toutes les provinces pour certaines catégories. Par exemple :

- le chef d'une famille monoparentale doit poursuivre le parent absent pour exercer son droit à une allocation d'entretien des enfants ou céder ce droit au gouvernement;
- une personne employable doit accepter par écrit d'essayer de trouver un emploi approprié ou de suivre des cours de formation ou de prendre d'autres initiatives pour devenir apte au travail.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

4. À partir de quel est l'âge peut-on demander de l'aide sociale pour son propre compte?

Dans des circonstances normales, une personne peut demander de l'aide sociale pour son propre compte à l'âge de majorité (18 ou 19 ans, selon la province). Dans des circonstances pénibles (habituellement liées au déchirement de la famille pour une raison ou une autre), un jeune ayant presque atteint l'âge de la majorité qui quitte le foyer parental peut être admissible pour son propre compte à l'aide sociale.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

5. À quelles conditions de résidence ou de nationalité l'aide sociale est-elle assujettie? Préciser dans quelles circonstances les non-résidents ont le droit de demander des prestations.

Il n'est pas nécessaire de résider dans une province depuis un certain temps pour être admissible à l'aide sociale, sauf en Nouvelle-Écosse, en Ontario et au Manitoba, où ce sont les municipalités qui sont chargées de fournir l'aide temporaire et de payer une partie des frais correspondants. Dans ces provinces, le délai de résidence est un facteur déterminant uniquement lorsqu'il s'agit de savoir quelle municipalité ou quel palier de gouvernement est responsable du coût de l'aide accordée à cette personne et aux personnes qui sont à sa charge.

Les immigrants parrainés et les parents désignés (en vertu de la *Loi fédérale sur l'immigration*) ne sont généralement pas admissibles à l'aide sociale à moins que l'aide financière apportée par le parrain ou le parent désigné n'ait été interrompue; les demandeurs du statut de réfugié ont droit à l'aide sociale dès qu'ils ont fait une revendication du statut de réfugié ou à partir du moment où une décision a été prise à ce sujet, selon la province. Dans ce dernier cas, une aide d'urgence (aide visant à assurer un revenu minimum pour empêcher des difficultés excessives) peut être accordée en attendant qu'une décision ait été rendue à ce sujet. Dans la plupart des provinces, une aide d'urgence peut également être accordée (dans les cas extrêmes) à d'autres non-ressortissants qui n'ont pas droit à une aide régulière, selon le bien-fondé de chaque cas.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

6. **À quelles conditions les citoyens d'autres pays membres de l'Union européenne ont-ils le droit de réclamer de l'aide sociale? (S'applique uniquement aux pays de l'UE.)**

Sans objet.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

7. **À quelles conditions les demandeurs du statut de réfugié et les demandeurs d'asile ont-ils le droit de demander de l'aide sociale?**

[Voir question 5.](#)

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

8. **Le droit à des prestations sociales est-il transférable à d'autres pays?**

Normalement, les clients peuvent recevoir des prestations d'assistance sociale uniquement à leur domicile habituel. La « transférabilité » des prestations à une autre province ou à un autre pays n'est possible que lorsque le client a un motif valable d'être absent, pour suivre un traitement médical spécial approuvé ou participer à un programme éducatif, par exemple. Un client qui va s'établir dans une autre province peut évidemment demander de l'aide sociale dans cette province, pour autant qu'il remplisse les conditions normales d'admissibilité.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

9. **Votre pays a-t-il conclu des accords réciproques avec d'autres pays en matière d'aide sociale? Dans l'affirmative, préciser de quels pays il s'agit.**

Non.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

10. Les bénéficiaires de l'aide sociale sont-ils tenus de chercher un emploi? Dans l'affirmative, quelle différence y a-t-il à cet égard entre les diverses catégories de prestataires, comme les parents seuls et les personnes approchant de l'âge de la retraite?

Les programmes d'aide sociale comprennent un certain nombre de mesures visant à encourager les clients chômeurs physiquement aptes à devenir ou à redevenir membres de la population active. Ces mesures peuvent inclure des niveaux distincts d'exemption sur les biens et les revenus que ceux prévus pour la clientèle en général, des niveaux de prestations différents et toute une série de services et de programmes d'aide à l'emploi dont certains peuvent être obligatoires pour les clients de cette catégorie. Certaines provinces peuvent obliger les chômeurs aptes au travail, selon leur situation, à signer (et à se conformer à) un contrat individualisé stipulant qu'il faut suivre des cours de formation et de perfectionnement pour recouvrer l'indépendance financière. Cependant, d'une manière générale, on ne peut accorder de l'aide à des chômeurs employables que si l'autorité administrante est convaincue que :

- le chômage actuel est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'intéressé;
- l'intéressé est disposé à accepter un emploi approprié ou à suivre des cours de perfectionnement, de recyclage ou encore à prendre d'autres initiatives pour être apte au travail; et
- l'intéressé fait des efforts raisonnables pour trouver un emploi.

En ce qui concerne les chefs de famille monoparentale et les clients approchant de l'âge de la retraite, les conditions varient considérablement. Dans certaines provinces, un parent seul est jugé « inapte » (et les exigences concernant l'emploi ou la formation sont suspendues) tant que le plus jeune enfant du ménage n'a pas atteint l'âge de 12 ans; à l'autre extrême, certaines provinces obligent les parents seuls à chercher activement et à accepter un emploi ou à suivre des cours de formation dès que le plus jeune enfant de la famille atteint l'âge de 6 mois. La plupart des provinces canadiennes ont reconnu que les chômeurs âgés de plus de 50 ans (ou 55 ans, dans certaines provinces) sont désavantagés sur le marché du travail (surtout que le taux de chômage officiel dépasse actuellement 10 p. 100) et elles ont tendance à se montrer moins exigeantes à cet égard envers les clients qui sont dans une catégorie d'âge supérieure à celle-là (ou elles examinent chaque cas en particulier).

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

11. Comment les intéressés sont-ils tenus de prouver qu'ils « cherchent un emploi »?

Certaines provinces exigent que les clients aptes au travail acceptent de remettre, à la demande d'une autorité administrante, une attestation écrite prouvant qu'ils cherchent un emploi (il s'agit en quelque sorte d'un régime de confiance avec possibilité d'exiger des preuves); c'est une condition à remplir pour rester admissible. D'autres provinces exigent que les clients aptes au travail renouvellent leur demande d'aide tous les mois (et par conséquent tiennent un travailleur régulièrement au courant des tentatives qu'ils ont faites pour trouver un emploi) ou

qu'ils remettent une liste d'employeurs possibles qui ont été contactés ou d'entrevues auxquelles ils ont participé. Dans certains cas, l'autorité administrante peut même stipuler le nombre minimum de contacts ou d'entrevues à faire tous les mois (selon la situation économique de la province et la situation personnelle de chaque client apte au travail).

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

12. Quels liens existe-t-il entre le fait de recevoir des prestations d'assistance sociale et celui de participer à des programmes de formation ou d'emploi spéciaux? Dans quelle mesure la participation à ces programmes est-elle obligatoire?

La législation sur l'aide sociale de toutes les provinces contient une liste des sanctions qui peuvent éventuellement être imposées à un client apte au travail qui refuse ou abandonne un emploi ou un cours de formation jugé approprié (par l'autorité administrante) dans son cas. Ces sanctions consistent à suspendre, réduire ou supprimer les prestations. Le niveau d'application de ces sanctions varie d'une province à l'autre; dans chaque province, elles sont appliquées de façon plus ou moins stricte selon les réalités économiques et politiques et selon le marché du travail. Le Québec est la seule province canadienne qui applique systématiquement les sanctions ⁽⁴⁾ prévues dans les règlements en cas de refus ou d'abandon d'un emploi.

Un grand nombre de provinces ont adopté des mesures spéciales d'amélioration de l'employabilité qui sont proposées aux clients ayant atteint divers stades d'aptitude à l'emploi; il s'agit notamment de cours de rattrapage, de programmes de formation en cours d'emploi et de projets de travaux communautaires. Ces mesures spéciales ne sont pas obligatoires et les clients qui y participent reçoivent habituellement une aide supplémentaire pour compenser les frais que cela leur occasionne, notamment les frais de garderie et de transport.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

13. Existe-t-il d'autres possibilités ou conditions d'intégration sociale ou économique liées à l'obtention de l'aide sociale dans le style des « contrats » auxquels souscrivent en France les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion?

Les ententes fédérales-provinciales visant à améliorer l'employabilité des bénéficiaires de l'aide sociale (appelés également « contrats quadripartites ») ont été signées au milieu des années 80 par Santé et Bien-être social Canada ⁽⁵⁾, par Emploi et Immigration Canada et par les ministères provinciaux responsables de l'aide sociale et des marchés du travail. Dans le cadre de ces ententes, une partie des fonds fédéraux affectés au Programme d'assurance-chômage et au Régime d'assistance publique du Canada ont été réaffectés pour faciliter l'arrivée ou le retour des bénéficiaires de l'aide sociale sur le marché du travail. Ces ententes accroissent leur niveau de participation aux programmes de formation et aux projets-pilotes fédéraux visant à améliorer l'aptitude au travail. Des changements ont également été apportés au *Régime d'assistance publique du Canada* pour permettre au gouvernement fédéral de partager les coûts de certaines améliorations que les gouvernements

provinciaux ont faites à leurs politiques d'exemption des gains et aux mesures provinciales concernant l'octroi d'une aide supplémentaire à leurs clients pendant la période de transition à un emploi. Tous les accords fédéraux- provinciaux sont toujours en vigueur à l'heure actuelle.

Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux offrent toute une gamme de programmes et de services pour aider les Canadiens à améliorer leurs compétences et leur employabilité. Certaines de ces initiatives visent à accroître la participation des bénéficiaires de l'aide sociale, c'est-à-dire qu'un programme de formation donné peut réserver un certain nombre de places pour ceux-ci.

Outre la demande d'aide initiale, les seuls « contrats »⁽⁶⁾ véritables auxquels souscrivent les assistés sociaux sont des plans d'action pour ceux qui sont aptes au travail (voir question 10) et les ententes de remboursement (voir question 53).

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

14. Les bénéficiaires de l'aide sociale sont-ils autorisés à travailler? Dans l'affirmative, dans quelles circonstances et combien d'heures par semaine?

Oui. L'admissibilité d'un demandeur ou d'un bénéficiaire d'un programme provincial d'assistance sociale qui a un emploi n'est assujetti à aucune condition ni restriction, sauf que lorsque le revenu net de l'emploi est supérieur aux niveaux d'exemption, cela réduit le montant des prestations auxquelles il a droit (voir question 27).

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

15. L'admissibilité à l'aide sociale est-elle fondée sur les individus, les familles ou les ménages?

L'admissibilité est établie en fonction d'un « ménage ». Un ménage peut être composé d'une personne célibataire, d'un couple marié ou d'un couple vivant en union libre, avec ou sans enfants, ou d'un parent seul avec un enfant ou plus. (Dans le reste de ce questionnaire, « cas » est synonyme de « ménage ».)

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

16. Si l'admissibilité est basée sur les familles ou les ménages, quels membres d'une famille ou d'un ménage sont normalement compris dans une « unité bénéficiaire »?

Le demandeur, le conjoint ou la conjointe et les enfants à charge, ainsi que toute autre personne qui habite avec le ménage et qui est comprise dans l'unité bénéficiaire pour le calcul de l'admissibilité aux prestations. (Voir également question 20)

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

17. **Est-ce que n'importe lequel des partenaires d'un couple peut demander de l'aide sociale pour la famille ou le ménage? Dans l'affirmative, existe-t-il des règles permettant de savoir qui devrait faire la demande et à qui les prestations devraient être versées?**

Selon la province, les prestations peuvent être versées à la personne qui fait la demande, à son conjoint (lorsque le bénéficiaire est incapable de gérer le budget du ménage) ou aux deux conjoints en même temps.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

18. **Dans quelles conditions deux adultes faisant partie du même ménage sont-ils considérés comme un couple vivant en commun pour le paiement des prestations?**

Voir question suivante. Les couples composés de membres du même sexe doivent généralement se considérer comme deux ménages distincts partageant le même logement et faire deux demandes.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

19. **Dans quelles circonstances une mère seule peut-elle être considérée comme faisant partie d'un couple vivant en commun pour l'octroi des prestations?**

Diverses provinces tiennent compte d'un certain nombre de facteurs pour déterminer si deux adultes vivant en commun doivent être considérés comme mari et femme. Ces différents facteurs sont :

- la condition parentale (ces deux adultes ont un ou plusieurs enfants)
- l'interdépendance financière (cartes de crédit ou comptes bancaires conjoints, p. ex.)
- l'interdépendance familiale (le couple se présente comme mari et femme dans la collectivité)
- le domicile commun « officiel » (c'est la même adresse permanente qui est indiquée pour les deux adultes dans les dossiers publics).

Depuis 1987, l'Ontario a harmonisé les dispositions de sa *Loi sur les droits de la famille* avec la politique d'aide sociale. Dans cette province, une relation de conjoints (et par conséquent une interdépendance économique) n'est pas jugée existante tant que le demandeur ou le bénéficiaire ne cohabite pas de façon continue depuis trois ans avec une personne du sexe opposé (sauf lorsqu'ils deviennent les parents d'un enfant, auquel cas ils sont considérés comme un couple à partir de la date de la naissance de l'enfant). Pendant la période de cohabitation, on estime toutefois que l'autre adulte apporte une certaine contribution au ménage du client pour le logement et les repas, et les prestations auxquelles celui-ci a droit sont réduites en conséquence.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

20. **Est-ce que d'autres adultes apparentés faisant partie du ménage**

peuvent demander des prestations séparément? (par exemple, une fille ou un fils adulte au chômage vivant avec des parents chômeurs)

Oui. Tout demandeur adulte partageant un logement avec une personne (ou une famille) qui n'est pas comprise dans son ménage pour l'évaluation des besoins doit faire une demande personnelle et le niveau des prestations est réduit selon les diverses formules provinciales. Lorsque deux ménages de cette catégorie (ou plus) font une demande d'aide sociale (ou en reçoivent), l'allocation-logement versée à chaque ménage partageant le logement est calculée en proportion des frais de logement réels, à concurrence des plafonds prévus⁽⁷⁾. Un demandeur adulte qui est pensionnaire reçoit une allocation (de logement et de repas) inférieure à celle qu'il recevrait s'il était un locataire normal; lorsque le demandeur fournit le gîte et le couvert à un non- bénéficiaire, une certaine somme est comprise dans ses ressources financières non exemptées, qu'il touche ou non cette allocation.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

21. Quels enfants peuvent être compris dans une demande? Est-ce qu'une ou plusieurs des catégories suivantes d'enfants sont traitées de façons différentes?

- enfants naturels
- petits-enfants
- enfants du conjoint
- enfants en foyer d'accueil
- enfants adoptifs

Dans l'évaluation des besoins, tout enfant qui vit habituellement avec le demandeur ou à l'égard duquel celui-ci a une obligation alimentaire est compris dans son ménage. Dans la plupart des provinces, il peut s'agir de toutes les catégories d'enfants énumérées ci-dessus (sauf les enfants en foyer d'accueil); les sommes reçues par le demandeur pour l'entretien de l'enfant (comme une contribution versée par le ou les parents naturels de l'enfant à un grand-parent qui s'en occupe ou une subvention d'adoption) sont considérées comme un revenu non exempté du ménage.

Dans le cas des enfants placés en foyer d'accueil dans le cadre de programmes provinciaux d'aide à l'enfance, les allocations de placement et autres allocations supplémentaires versées pour des besoins particuliers couvrent tous leurs besoins. Il arrive également que quelqu'un d'autre qu'un parent naturel (habituellement un membre de la famille) s'occupe d'enfants pris en charge par le système d'assistance sociale parce que ce dernier est incapable de s'en occuper ou n'est pas disposé à le faire. Dans ces cas-là, l'admissibilité à l'aide sociale est déterminée pour l'enfant concerné et les prestations sont versées pour lui à son tuteur.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

22. Jusqu'à quel âge considère-t-on les enfants comme des « personnes à charge » dans le contexte de l'octroi de prestations?

Un enfant à charge est un enfant qui n'a pas atteint l'âge de majorité (18

ou 19 ans, selon la province). Dans la plupart des provinces, un enfant qui atteint l'âge de majorité et qui est handicapé ou participe à un programme éducatif approuvé peut continuer à être considéré comme un enfant à charge du point de vue du budget familial si c'est dans l'intérêt des clients.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 23. Quels revenus ou quelles ressources d'un ménage ou d'une famille entrent en ligne de compte dans l'évaluation des demandes d'aide sociale? Tient-on compte du revenu d'autres membres de la famille non résidents dans l'évaluation du droit aux prestations?**

L'évaluation des besoins ² tient compte du revenu de tous les membres du ménage qui sont inclus pour le calcul des prestations.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 24. Quelles sont les formes de revenus et de ressources qui entrent en ligne de compte dans l'évaluation des demandeurs d'aide sociale et celles qui ne sont pas prises en considération? Par exemple, comment des sources de revenu comme celles qui suivent sont-elles considérées?**

- les gains
- le revenu lié aux enfants
- soutien d'un enfant (pension alimentaire versée par un parent qui ne vit plus avec la famille)
- les autres prestations sociales
- les allocations de formation
- le revenu de placement
- les revenus provenant de sous-locataires et de pensionnaires
- la valeur d'un logement de type propriétaire-occupant
- les cadeaux
- les sommes versées par des organismes de charité

L'évaluation des besoins ² est un processus de calcul des ressources financières de chaque ménage demandeur qui se fait en deux étapes. La première consiste à calculer la valeur des avoirs liquides et de l'actif immobilisé (biens) pour déterminer si le ménage est admissible à cet égard; la deuxième consiste à comparer le revenu non exempté du demandeur et les besoins de son ménage, conformément aux règlements établis en vertu de la loi sur l'aide sociale ou d'une loi analogue de la province concernée.

Le revenu provenant de toutes les différentes sources est examiné dans le calcul du droit à l'aide sociale. Chaque province précise dans les règlements du programme ou dans les lignes directrices générales correspondantes la façon dont certains types de revenu sont considérés pour que toutes les demandes soient traitées de la même manière. Certains types de revenus comme les indemnités d'accidents du travail ou une pension de vieillesse et, dans la plupart des provinces, les allocations d'entretien des enfants ou les pensions alimentaires, sont considérés dans la loi ou dans les directives comme des revenus « non gagnés » et ils sont par conséquent entièrement disponibles pour l'entretien courant. La conséquence nette du revenu non gagné est de

réduire d'autant le montant de l'aide sociale. D'autres types de revenus, notamment le crédit d'impôt fédéral pour enfants⁽⁸⁾, les allocations versées aux parents nourriciers par les services d'aide à l'enfance et certains dons spéciaux provenant d'organismes de charité (pour remplacer les meubles qui ont été détruits dans un incendie, par exemple) sont totalement exemptés lors du calcul des ressources financières, dans la plupart des provinces; le droit à l'aide sociale du ménage n'est donc pas influencé et sa situation financière est améliorée. Des exemptions partielles sur le revenu gagné sont accordées pour encourager l'activité sur le marché du travail; les politiques concernant ces exemptions sont exposées de façon plus détaillée aux questions 25 et 27.

Dans certaines provinces, des exemptions partielles sont également accordées sur le revenu d'autres sources comme celui de la location de chambre avec pension ou le revenu locatif. Les gains provenant d'un emploi à temps partiel des enfants à charge qui font des études et le revenu irrégulier ou occasionnel d'autres membres du ménage sont totalement ou partiellement exemptés, selon la province.

Au cours de l'évaluation de l'admissibilité sur le plan financier, un service d'administration de l'aide sociale peut ajouter un revenu imputé aux ressources financières d'un ménage, même si celui-ci ne reçoit pas vraiment d'argent de quelque source que ce soit. Les cas les plus courants de ce genre sont ceux où le demandeur est logé gratuitement en échange de services de conciergerie ou lorsqu'un conjoint absent ou ayant quitté sa famille verse directement de l'argent pour le loyer à un propriétaire, ou encore lorsque les biens en sus de l'exemption sont censés produire un revenu régulier pour le demandeur (voir question 26).

Dans la plupart des provinces, une personne ou une famille peut recevoir de l'aide sociale en attendant les prestations d'un autre programme comme le Programme d'assurance-chômage (A-C) ou le paiement d'une somme globale constituant un revenu non gagné. Étant donné que l'évaluation des besoins² tient compte de tous les revenus actuels et prévus, y compris les prestations et les paiements non exemptés rétroactifs, les ménages visés peuvent être tenus de signer une entente par laquelle ils s'engagent à rembourser une partie ou la totalité des prestations d'aide sociale qu'ils reçoivent pour ces périodes quand ils auront touché l'argent en question.

Précédent | Table des matières

25. Le calcul des ressources est-il basé sur les gains bruts ou sur les gains nets, après déduction des impôts, des primes d'assurance nationale et des cotisations aux régimes de retraite privés?

En Nouvelle-Écosse, dans le cadre du programme provinciale d'aide sociale (le programme de prestations familiales), les exemptions de gains sont calculées d'après le revenu brut. Dans toutes les autres provinces, on utilise une formule basée sur le revenu net qui reste après avoir déduit l'impôt sur le revenu (sauf dans le cadre du programme d'Aide sociale du Manitoba) ainsi que d'autres retenues obligatoires sur la paye, notamment les cotisations d'assurance-chômage et les cotisations au Régime de pensions du Canada (ou au Régime de rentes

du Québec, pour les personnes domiciliées dans cette province), les cotisations syndicales et les cotisations aux régimes privés de pension. En outre, on accorde généralement aux clients qui essaient d'entrer ou de rentrer sur le marché du travail des déductions pour les dépenses (approuvées) qu'ils font dans ce but.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

26. Comment des actifs comme le capital, l'épargne ou les biens sont-ils traités dans le contexte de l'examen des ressources?

Chaque province établit par voie de règlement la définition des actifs liquides et des immobilisations et précise les déductions autorisées à même ces actifs. Lorsque les actifs liquides non exemptés d'un demandeur dépassent les plafonds permis, l'excédent doit être dépensé avant que l'on ne puisse établir l'admissibilité à l'aide sociale. Lorsque la valeur des actifs immobilisés non exemptés est supérieure aux plafonds permis, le demandeur peut être tenu de se défaire des biens excédentaires à leur juste valeur marchande dans un certain délai pour devenir admissible; une exemption « administrative » temporaire est généralement accordée dans ces cas-là. Dans certains cas, un revenu est imputé pour les biens en sus de l'exemption (comme si l'argent était en banque et qu'il rapportait des intérêts); ce revenu imputé est entièrement non exempté dans le cadre de l'évaluation des besoins, c'est-à-dire que le montant auquel le client a droit est réduit d'autant.

Certaines exemptions sont permises en ce qui concerne les actifs liquides réels et potentiels et les biens d'une personne ou d'une famille qui demande des prestations d'aide sociale; tous les actifs non exemptés sont censés être disponibles pour subvenir aux besoins courants des demandeurs et des personnes qui sont à leur charge. Dans toutes les provinces, les niveaux d'exemption d'actifs varient selon la catégorie dans laquelle le demandeur est classé (apte au travail, handicapé, etc.) et selon la taille de son ménage. Le plafond de l'exemption d'actifs le plus élevé est de 3 000 \$ pour une personne célibataire et de 5 500 \$ pour un couple pour les personnes handicapées nécessiteuses. Or, les niveaux d'exemption sont plus bas pour les autres catégories de clients; dans la plupart des provinces, c'est pour les célibataires aptes au travail qu'il est le plus bas.

Les propriétaires qui font une demande d'aide sociale ne sont pas obligés de vendre leur résidence principale ⁽⁹⁾ (pour autant qu'elle soit d'une valeur raisonnable), les articles ménagers ni la voiture (pour autant qu'elle soit d'un prix raisonnable), pour être admissibles. L'aide peut être différée, réduite ou suspendue lorsque les demandeurs ou les prestataires ont dissipé, dépensé ou ont liquidé d'une autre façon leurs actifs liquides ou d'autres biens d'une façon déraisonnable, notamment lorsqu'ils ont cédé leurs biens ou s'en sont débarrassés pour une somme insuffisante (afin d'avoir droit à l'aide ou à un niveau de prestations plus élevé).

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

27. Dans quelle proportion le montant des prestations est-il réduit quand le revenu augmente?

La conséquence nette du revenu non gagné (tel qu'il est défini dans les règlements provinciaux) est de réduire du même montant les prestations d'aide sociale (voir question 24).

Lorsque la source de revenu est un emploi, une exemption partielle sur les gains peut être accordée afin d'encourager la personne ou le chef de famille à devenir ou à redevenir autonome sur le plan financier. Le calcul de l'exemption de gains varie d'une province à l'autre. Dans certaines provinces, on applique une exemption mensuelle forfaitaire (lorsque les revenus dépassent le montant de cette exemption, les prestations sont réduites d'un montant égal au revenu supplémentaire), tandis que dans d'autres provinces, on applique une exemption forfaitaire de base à laquelle vient s'ajouter une exemption proportionnelle sur tous les gains supérieurs au montant de base (100 \$ par mois plus 25 p. 100 du revenu excédant ce montant, p. ex.). En Nouvelle- Écosse, le programme des prestations familiales (pour les cas susceptibles de bénéficier de l'aide pour une période prolongée) permet une exemption forfaitaire de 25 p. 100 sur **tous** les gains (à partir du premier dollar), mais l'exemption est retranchée du revenu **brut** de travail (les autres provinces appliquent une formule basée sur le revenu net).

Dans certaines provinces, les dispositions concernant l'exemption de gains s'appliquent uniquement *après que* l'admissibilité initiale ait été établie (c.-à-d. que l'exemption de gains ne peut être déduite du revenu d'emploi du demandeur pour établir son admissibilité à l'aide sociale).

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 28. Au Royaume-Uni, certains groupes comme les femmes qui font de la garde d'enfants à domicile, jouissent d'un traitement spécial en matière d'aide sociale, et un tiers seulement de leurs gains entre en ligne de compte dans le calcul des ressources. Certains groupes ont-ils droit à un traitement spécial de ce genre dans le cadre de vos programmes d'aide sociale?**

Le revenu d'un travail indépendant (y compris de la garde d'enfants) n'est pas traité de la même façon que les salaires et traitements, dans toutes les provinces. Les clientes qui offrent des services de garde d'enfants à domicile peuvent être autorisées à déduire leurs dépenses de leur revenu brut et les exemptions de gains en vigueur s'appliquent à leur revenu net (certaines provinces autorisent toutefois des déductions plus élevées que d'autres pour les frais de fonctionnement et n'accordent pas d'autres exemptions).

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 29. Les travailleurs qui sont indépendants ou dont l'entreprise fait faillite peuvent-ils demander de l'aide sociale? Dans l'affirmative, quelles conditions s'appliquent et comment leurs gains sont-ils évalués pour le calcul des prestations?**

Les travailleurs indépendants et les agriculteurs peuvent avoir droit à de l'aide dans la plupart des provinces, à condition généralement de faire

faire une évaluation de la viabilité de l'entreprise ou de l'exploitation agricole par des experts; dans tous les cas, des règles spéciales s'appliquent aux actifs et au revenu.

L'admissibilité sur le plan financier est calculée selon les méthodes comptables courantes (en ce qui concerne l'évaluation des actifs et le calcul du revenu net). Certaines provinces ont adopté des règles spéciales qui s'appliquent aux clients de ces deux catégories (en fixant par exemple une valeur maximale pour l'avoir du client dans les actifs de l'entreprise ou de l'exploitation agricole); des exemptions pour les actifs liés au travail sont autorisées dans la plupart des provinces.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

30. Peut-on faire des déductions à la source sur les prestations sociales? Peut-on faire par exemple des déductions pour les loyers en retard ou les arrérages de chauffage payables à une autre personne ou à une organisation, pour le remboursement des prêts sociaux ou pour tenir compte de la présence dans le ménage de jeunes ou d'adultes qui ne sont pas à charge?

D'une manière générale, l'assistance sociale provinciale ne s'occupe pas du remboursement de dettes ou d'arriérés de loyer ou de factures de chauffage en retard. La saisie-arrêt sur les prestations sociales n'est pas permise pour quelque raison que ce soit.

Lorsque les besoins matériels du ménage du demandeur ont été calculés conformément au règlement provincial (selon la taille de la famille, les besoins de base et les besoins particuliers, la catégorie dans laquelle le client est classé, p. ex.), les déductions suivantes peuvent être faites du montant maximum attribué :

- déduction du revenu imputable ou non gagné, y compris tout revenu réel ou imputé supérieur au niveau des exemptions,
- réduction du montant en cas de cohabitation,
- réduction du montant quand un client apte au travail refuse ou abandonne un emploi convenable
- remboursement par le client des sommes reçues pour le dépanner en attendant un revenu d'une autre source, conformément aux conditions prévues dans une entente,
- autres déductions propres à certaines provinces, et
- récupération des prestations sociales payées en trop (pourcentage du montant auquel le client a droit ou mensualités minimums).

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

31. Les bénéficiaires de l'aide sociale doivent-ils payer des cotisations de sécurité sociale, des contributions aux régimes de pensions ou d'assurance-maladie? Dans l'affirmative, reçoivent-ils des crédits pour ces contributions ou doivent-ils les payer à même leurs prestations?

Les cotisations de sécurité sociale, c'est-à-dire les contributions au fonds de l'Assurance-chômage et au Régime de pensions du Canada (ou au Régime de rentes du Québec pour les personnes domiciliées dans cette province) sont obligatoires pour la plupart des Canadiens actifs. Les

clients de l'assistance sociale qui ont un emploi sont soumis aux mêmes règles que tous les autres travailleurs, mais dans la plupart des provinces, le revenu entrant en ligne de compte dans le calcul du montant des prestations d'aide sociale est le revenu net (c.-à-d. qu'ils reçoivent un « crédit ») (voir question 25).

Les clients de l'assistance sociale ont droit aux mêmes services de santé ⁽¹⁰⁾, c'est-à-dire aux mêmes services médicaux et hospitaliers, que le reste de la population en vertu du programme d'assurance-maladie de leur province. Certains services de santé non assurés (les lunettes, les soins dentaires, les médicaments d'ordonnance, p. ex) sont couverts par l'aide sociale dans la plupart des provinces, bien que certaines restrictions s'appliquent dans bien des cas, surtout pour les nouveaux clients ou les clients aptes au travail. Les prestations d'aide sociale ne sont pas imposables, mais on en tient compte dans l'évaluation de l'admissibilité à certains types de prestations liées au revenu (comme la Prestation fédérale d'impôt pour enfants).

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 32. L'aide sociale est-elle disponible pour une période illimitée ou existe-t-il des échéances? Dans l'affirmative, ces échéances sont-elles différentes pour les diverses catégories de demandeurs comme les parents seuls et les adultes chômeurs?**

Aucune échéance n'est imposée sur le droit à l'aide sociale, pourvu que le ménage du demandeur reste admissible conformément aux critères d'ordre financier, administratif et de classement de la province où ils reçoivent les prestations (voir question 3). Certaines provinces obligent les chômeurs adultes aptes au travail à présenter une nouvelle demande officielle tous les mois, pour pouvoir suivre de plus près les efforts que font ces clients pour intégrer ou réintégrer le marché du travail.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 33. Vos programmes d'aide sociale sont-ils régis par des règlements nationaux? Dans la négative, sont-ils régis par des règlements régionaux ou municipaux ou les décisions sont-elles prises généralement au gré des fonctionnaires?**

Le *Régime d'assistance publique du Canada* (« *RAPC* ») et les règlements qui en découlent fixent le cadre de la contribution du gouvernement fédéral aux frais des programmes d'aide sociale approuvés (et à ceux d'autres services et programmes spécifiés). La législation fédérale ne régit pas les programmes provinciaux mais elle fixe les conditions de partage des coûts que les provinces doivent respecter pour obtenir une contribution fédérale à leurs frais. Pour être admissible dans le cadre du RAPC, un programme d'aide sociale doit répondre aux critères suivants :

- l'admissibilité doit être assujettie uniquement à une évaluation des besoins ⁽²⁾, tel qu'indiqué à la question 3,
- aucun délai de résidence minimum dans la province ou au Canada ne peut être imposé comme condition d'admissibilité, et
- la loi concernant le programme doit contenir des dispositions prévoyant un mécanisme d'appel pour les demandeurs et les

prestataires qui se sentent lésés par une décision concernant leur cas.

Les ententes signées avec chacune des provinces dans le domaine de l'aide sociale et les directives fédérales en la matière prévoient d'autres conditions de participation du gouvernement fédéral (le niveau d'exemption sur les actifs et sur les gains que peut offrir une province, p. ex.). Les provinces qui décident d'aller plus loin que les lignes directrices du RAPC sont responsables des frais qui en découlent.

Chaque province a sa propre loi sur l'aide sociale et un ou plusieurs règlements qui en découlent. Les trois provinces qui ont un système à deux paliers (voir question 2) ont une loi distincte pour les programmes provinciaux et pour les programmes municipaux deux lois distinctes et les règlements qui en découlent ou (comme au Manitoba) une loi provinciale et des règlements provinciaux et municipaux distincts.

En Nouvelle-Écosse et au Manitoba, chaque municipalité (ou comté) établit son programme en vertu d'un arrêté municipal conforme aux règlements provinciaux, tandis qu'en Ontario, les municipalités administrent l'aide sociale de base conformément à la *Loi sur l'aide sociale générale* de la province et au règlement qui en découle.

Bien que la politique provinciale en matière d'aide sociale repose sur des lois, des règlements et des manuels de politiques, il existe en réalité bien des secteurs de programme où la liberté de décision de l'administration joue un rôle important. Selon la province, ce pouvoir discrétionnaire peut être délégué à un travailleur en service individualisé, au gestionnaire régional ou au directeur provincial des services d'aide sociale et il pourrait comporter les aspects suivants :

- le droit d'approuver l'octroi d'une aide d'urgence sans vérification complète de la situation du client;
- le droit d'accorder une exemption administrative de la valeur de certains actifs dépassant le niveau des exemptions (à condition de les liquider à leur juste valeur marchande);
- le droit de renoncer à la récupération des trop-perçus ou de réduire le montant récupéré lorsque cela entraînerait des difficultés indues;
- le droit de décider si les clients aptes au travail font des efforts raisonnables pour devenir autonomes (en cherchant et en acceptant un emploi convenable ou en profitant des possibilités de formation raisonnables);
- le droit d'imposer des sanctions ⁽¹¹⁾ allant de la réduction jusqu'à la suspension des prestations lorsqu'un client apte au travail ne fait manifestement aucune tentative pour accéder à l'autosuffisance;
- le droit d'octroyer certains types d'aide spéciale (comme des allocations de remplacement de meubles et d'équipement ménager).

Précédent | Table des matières

34. Les taux de prestations sont-ils fixés à l'échelle nationale, par l'État, à l'échelle régionale ou par les administrations municipales?

Le niveau des prestations sociales est fixé par les autorités provinciales

pour toutes les catégories de clients dans toutes les provinces, sauf en Nouvelle-Écosse, où chaque municipalité fixe les taux pour les personnes aptes au travail (en respectant les normes provinciales). Au Manitoba, la province réglemente systématiquement les taux d'aide municipale depuis avril 1993 en vertu du Règlement sur l'aide municipale; depuis janvier 1994, la ville de Winnipeg (où se trouvent près de 90 p. 100 des cas d'aide municipale de la province du Manitoba) verse un supplément municipal en plus du montant provincial réglementaire.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 35. S'il existe des taux fixes, comment sont-ils établis? Sont-ils par exemple calculés en fonction d'un salaire national minimum ou du niveau des autres prestations sociales? Existe-t-il un revenu minimum ou un seuil de la pauvreté officiel ou les taux sont-ils établis en fonction du coût d'un certain « panier de biens »?**

Chaque province⁽¹²⁾ établit sa structure de taux par voie de règlement (ou par directives, pour certains types d'aide). Le montant auquel les clients ont droit varie en fonction des circonstances de chaque cas, notamment en fonction de la catégorie dans laquelle se classe le client, de la taille de la famille et de sa composition, de la situation du point de vue du logement et des frais (loyer, propriété, cohabitation, chambre avec pension, p. ex.), du revenu non exempté de diverses sources et d'autres variables. La plupart des provinces appliquent une méthode « de budget préadditionné » en vertu de laquelle tous les besoins non liés au logement sont couverts par une seule allocation de soutien, les frais de logement étant payés séparément à concurrence d'un plafond déterminé, alors que quelques-unes ont décidé d'accorder de l'aide selon des barèmes différents pour chacune des catégories de besoins de base. Selon la province, en ce qui concerne les allocations de logement, des plafonds peuvent être établis à l'échelon local ou régional (selon les barèmes en vigueur dans la région) ou pour l'ensemble de la province. Les variables qui déterminent le montant de l'allocation de logement payable peuvent inclure le nombre de bénéficiaires que comprend un ménage, les conditions de logement (propriété, location, logement social, etc.), et les frais de chauffage et d'électricité. Au Québec et au Nouveau-Brunswick, tous les besoins de base, y compris les besoins de logement, sont couverts par une prestation « globale »; dans ces deux provinces, lorsque les frais de logement tombent en deçà des minima établis par règlement, la différence est déduite du montant de l'aide sociale auquel le ménage a droit.

La méthode du « panier de biens » et les seuils de faible revenu établis par Statistique Canada (considérés par certains groupes de défense des intérêts sociaux comme les seuils de pauvreté officiels du Canada) ne jouent pas un rôle aussi important dans le processus que les fluctuations de l'indice des prix à la consommation ni les politiques de programme et les politiques fiscales des provinces.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 36. S'il existe des taux fixes, sont-ils relevés chaque année? Dans l'affirmative, de quelle façon? Par indexation selon les prix ou les salaires ou encore à la suite de décisions spéciales du gouvernement**

central ou local, par exemple?

Les augmentations de taux de prestations sociales sont basées sur l'augmentation du coût de la vie ou, au Québec (pour les personnes inaptes au travail) selon la formule d'indexation appliquée au Régime de rentes du Québec. Les provinces rajustent généralement leurs taux du besoin, en adoptant un règlement stipulant que le ministre (ou, dans d'autres provinces, le lieutenant-gouverneur en conseil ou le directeur des services d'aide sociale) détermine la périodicité et le montant de ces augmentations ou selon la tradition (augmentations annuelles basées sur divers indicateurs économiques). Il n'y a pas longtemps, la plupart des provinces indexaient généralement leur plafond une fois par an (au début de l'année civile ou du trimestre), selon la tradition; depuis la récession du début des années 1980, toutes les provinces ont toutefois gelé, voire abaissé, leur plafond surtout pour les célibataires et les couples sans enfant qui sont aptes au travail ou elles ont retardé au moins une fois l'entrée en vigueur d'une hausse de taux.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

37. **Si les prestations peuvent varier d'un État, d'une région ou d'une municipalité à l'autre, s'inscrivent-elles dans un cadre national et existe-t-il des plafonds et des minima?**

Voir question 34.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

38. **S'il existe des taux nationaux fixes, quels sont les montants maximums disponibles et de quoi sont-ils constitués? Veuillez indiquer les taux (pour chaque prestation sociale) pour le 1^{er} mai 1992 et le 1^{er} mai 1993 en partant du principe que le demandeur n'avait pas d'autres revenus ou ressources. Veuillez indiquer les montants dans la monnaie nationale par mois civil, même si la prestation est payée sur une période différente (pour les prestations hebdomadaires, la somme correspond au versement hebdomadaire x 52/12).**

Sans objet.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

39. **S'il n'existe pas de taux fixe ou de taux fixé par l'État ou la municipalité, veuillez citer un exemple de cette variation en indiquant les taux de prestations versés en mai 1992 et en mai 1993 pour les régions désignées dans la lettre d'accompagnement [les provinces de l'Ontario et de Terre-Neuve].**

Dans tous les programmes canadiens d'aide sociale, les prestations maximums auxquelles ont droit les bénéficiaires sont précisées dans la législation provinciale. Le calcul de la somme payable varie selon les circonstances propres à chaque cas, notamment selon la catégorie dans laquelle se classe le client, la taille et la composition de la famille, la situation du point de vue du logement et les frais correspondants

(location, propriété, cohabitation, chambre avec pension, etc.), le revenu non exempté de diverses sources ainsi que d'autres variables. Le tableau ci-dessous constitue un spécimen des taux mensuels **maximums** de base de prestations d'aide sociale pour les deux provinces qui ont été choisies pour la présente étude.

Taux mensuels maximums de base de prestations d'aide sociale*				
Catégorie de clients	Ontario		Terre-Neuve	
	Mai 1992	Mai 1993	Mai 1992	Mai 1993**
Célibataire apte au travail	646 \$	663 \$	335 \$	335 \$
Célibataire handicapé	911 \$	930 \$	542 \$	542 \$
Parent seul, un enfant	1 188 \$	1 221 \$	913 \$	913 \$
Couple, deux enfants	1 538 \$	1 576 \$	990 \$	990 \$

Remarques :

* Ces taux ne sont **nullement** représentatifs du bien-être dont jouissent les ménages bénéficiaires de l'aide sociale de l'Ontario par rapport à ceux de Terre-Neuve (en raison des différences marquées qui existent entre les deux provinces en ce qui concerne le coût de la vie et la couverture des programmes). Les taux en question ne sont pas non plus comparables aux normes de suffisance comme le seuil de faible revenu de Statistique Canada, parce qu'ils ne comprennent pas tout. En effet, ils ne comprennent pas les allocations versées dans le cadre des programmes d'aide sociale pour toute une série de **besoins spéciaux** liés à l'âge, au handicap, à l'emploi, à l'éducation et à la formation; en sont également exclues les prestations provenant d'autres programmes provinciaux et fédéraux pour déterminer le revenu disponible **total** du ménage client (dont on ne tient pas compte dans le calcul des prestations auxquelles celui-ci a droit).

** Les taux de prestations d'aide sociale de Terre-Neuve n'ont pas changé depuis avril 1992 en raison des compressions budgétaires provinciales; plusieurs autres provinces ont bloqué voire réduit l'aide de base et l'aide spéciale en 1993.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

Droits d'auteur Développement des ressources humaines Canada
dernière mise à jour de cette page 1999.03.19

Canada



**Politique
sociale**



**Développement des
ressources humaines Canada**

**Human Resources
Development Canada**



**PAGE
D'ACCUEIL**



**QUOI DE
NEUF**



**RECHERCHE ET
ASSISTANCE**



COURRIER



**ARCHITECTURE
DU SITE**



ENGLISH

Deuxième partie : Autres prestations liées à l'aide sociale

► [Rapports](#)

► [Statistiques](#)

► [L'union
sociale](#)

► [F/P/T
Services à
l'enfance et à
la famille](#)

► [Page
d'accueil de
Politique
stratégique](#)

40. **Les prestations sociales sont-elles censées être suffisantes pour couvrir tous les besoins d'une personne, y compris les frais de logement ou existe-t-il une allocation de logement distincte liée au revenu ou un programme d'escompte?**

L'évaluation des besoins d'aide sociale couvre tous les besoins de logement d'un ménage admissible ([voir question 35](#)).

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

41. **S'il existe un programme distinct pour les frais de logement, veuillez en faire une brève description en expliquant comment se fait l'examen des ressources et en quoi il diffère de celui que l'on fait pour les autres prestations sociales.**

La Société canadienne d'hypothèques et de logement⁽¹³⁾ (un organisme fédéral) et ses équivalents provinciaux offrent toute une série de programmes d'aide au logement à la population, c'est-à-dire des logements sociaux, des suppléments au loyer (on calcule le loyer des locataires admissibles d'après une échelle de loyers proportionnés au revenu et le revenu rajusté du ménage), l'aide à la remise en état des logements, l'aide au logement pour les ruraux et les autochtones, et l'aide pour les réparations d'urgence. Certaines de ces initiatives sont conjointes (et à frais partagés), tandis que d'autres sont unilatérales, c.-à-d. qu'elles sont financées et administrées entièrement par un seul palier de gouvernement.

Étant donné que les programmes d'aide sociale couvrent également les frais réels de logement à concurrence d'un certain plafond fixé par chaque gouvernement provincial, leurs clients qui occupent des logements sociaux ne reçoivent pas de prestations de logement en plus des prestations sociales normales. Ils sont toutefois dans une situation avantageuse par rapport aux bénéficiaires de l'aide sociale qui vivent dans des logements se trouvant sur le marché libre, qui doivent généralement piger dans leurs allocations de soutien (non liées au logement) pour couvrir la différence entre l'allocation au logement de l'aide sociale et le coût réel de leur logement.

Le nombre de logements sociaux disponibles pour les ménages à faible revenu (y compris les clients de l'aide sociale) varie d'une province à l'autre.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

42. Les prestations de logement couvrent-elles :

- les logements sociaux loués
- les logements privés loués
- les intérêts hypothécaires payés par ceux qui achètent une maison?

Les personnes dans le besoin qui sont admissibles à l'aide sociale reçoivent une allocation de logement dans le cadre de ce programme. Celle-ci peut servir à couvrir le loyer ou les paiements hypothécaires; la somme accordée est proportionnelle aux frais de logement réels à concurrence du plafond prévu dans un règlement ou dans des directives. Au Québec et au Nouveau-Brunswick, le niveau de prestations du ménage concerné est calculé globalement, c'est-à-dire que l'allocation de logement est un montant forfaitaire fixé par l'administration d'après les frais de logement courants et combinée aux prestations couvrant les autres besoins de base.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

43. Si un bénéficiaire de l'aide sociale peut obtenir de l'aide pour payer une hypothèque, celle-ci couvre-t-elle la totalité des remboursements (le capital et les intérêts) et peut-elle être versée indéfiniment?

Les allocations de logement comprises dans les prestations sociales couvrent le coût réel des loyers ou des paiements hypothécaires à concurrence des plafonds prévus dans un règlement ou des directives (voir question 42 pour les exceptions). Certaines provinces ont des règles spéciales qui s'appliquent aux situations où un client purge une hypothèque et qui obligent par exemple les personnes concernées à rembourser le gouvernement pour toute augmentation de la valeur nette de leur logement pendant qu'ils reçoivent des prestations sociales.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

44. Existe-t-il des prestations spéciales fondées sur le revenu pour les familles actives? Dans l'affirmative, veuillez en faire une brève description en indiquant les montants payables en 1992 et 1993, leurs variations selon l'âge et le nombre d'enfants, les règles concernant le genre et les heures de travail et comment l'examen des ressources est effectué. Si le programme est basé sur des crédits d'impôt au lieu de paiements en espèces, prière d'expliquer comment fonctionne ce système.

Trois provinces ont des programmes de prestations fondées sur un examen du revenu qui visent à aider les faibles salariés à rester sur le marché du travail.

Le programme québécois **Aide aux parents pour leurs revenus de travail (APPORT)** encourage les travailleurs et travailleuses à revenu modique qui ont des enfants à charge à rester sur le marché du travail et les prestataires de l'assurance-chômage ou de l'aide sociale ayant des

enfants à charge à y entrer ou à y retourner. APPORT offre un supplément non imposable calculé en fonction des actifs au revenu d'un emploi, le remboursement d'une partie des frais de garde d'enfants admissibles, s'il y a lieu, et une prestation spéciale pour frais de logement élevés. En 1993, le maximum annuel disponible pour ces trois volets d'APPORT allait de 5 800 \$ pour un parent seul ayant un enfant à 7 000 \$ pour un ménage composé de deux adultes et de deux enfants (en présumant des frais de garde d'enfants de 2 500 \$). Pour 1992, la fourchette correspondante était de 5 299 à 6 626 \$.

Le **Programme d'aide financière à l'enfance (PAFE)** du Manitoba est un programme de prestations établies en fonction des actifs et du revenu qui fournit une aide en argent non imposable aux familles à faible revenu ayant des enfants de moins de 18 ans à charge, qui sont admissibles au crédit d'impôt fédéral pour enfants. Le maximum de 30 \$ par mois par enfant (qui n'a pas changé en 1992 et en 1993) est accessible à une famille dont le revenu annuel net s'élève à 12 384 \$ (la formule de calcul du revenu net appliquée dans ce contexte est différente de celle qui est appliquée dans celui des prestations d'aide sociale courantes de la province). Pour déterminer l'admissibilité financière, on base les calculs sur le revenu familial total pour l'année fiscale précédant immédiatement l'année du calcul des prestations pour laquelle la demande est faite. Les prestations versées dans le cadre du PAFE sont considérées comme faisant partie des prestations d'aide sociales auxquelles les familles admissibles ont droit (c.-à-d. qu'elles ne peuvent être versées en sus de ces dernières).

Le **Régime de revenu familial** de la Saskatchewan fournit des prestations calculées en fonction des actifs aux faibles salariés ayant des enfants de moins de 18 ans à charge. Depuis juillet 1993, le maximum payable est de 105 \$ par mois pour chacun des trois premiers enfants et de 95 \$ par mois pour le quatrième et chaque enfant suivant. En 1992, le maximum payable était de 100 \$ par mois pour chacun des trois premiers enfants et de 90 \$ par mois pour le quatrième et chaque enfant suivant. Ces prestations ne sont pas imposables et elles sont considérées comme faisant partie des prestations sociales auxquelles ont droit les familles admissibles. Le maximum peut être versé aux familles dont le revenu annuel est égal ou inférieur à 8 700 \$ (les règlements relatifs au Régime de revenu familial précisent ce que l'on entend par un « revenu »).

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

45. Les bénéficiaires de l'aide sociale ont-ils droit à d'autres biens ou services comme :
- une aide spéciale pour les frais médicaux
 - des indemnités pour frais d'éducation, comprenant des repas gratuits à l'école et de l'aide pour les uniformes
 - une réduction sur les taxes locales basée sur les ressources
 - l'accès gratuit ou à prix réduit aux moyens de transport en commun ou aux installations de loisirs?

Si de telles formes d'aide sont disponibles dans votre pays, prière de citer des exemples des plus importantes et d'expliquer brièvement comment les gens peuvent y avoir droit.

Outre l'aide financière spéciale pour subvenir aux besoins de base, les programmes d'aide sociale couvrent toute une série de besoins particuliers et de services sociaux. Selon la province, il peut s'agir d'allocations et de services liés à l'âge, à l'invalidité, à l'emploi, à l'éducation, à la formation et à d'autres circonstances spéciales. Les services sociaux (comme des services de garderie, des services d'aide familiale visiteuse et des services d'orientation) peuvent être offerts gratuitement aux bénéficiaires de l'aide sociale lorsque ces services sont nécessaires et disponibles. Dans le cas des ménages à faible revenu qui ne reçoivent pas d'aide sociale, on applique un barème fondé sur le revenu pour déterminer le coût de ces services pour le client.

Toutes les provinces ont également prévu dans leur législation sur l'aide sociale des dispositions relatives aux besoins médicaux et aux besoins en milieu institutionnel. Parmi ces formes d'aide, citons les allocations pour menues dépenses et pour l'habillement destinées aux personnes nécessiteuses qui se trouvent dans des établissements désignés pour les soins spéciaux, le paiement des primes d'assurance-maladie (dans les provinces où cela existe⁽¹⁴⁾) ainsi que les prestations de santé accessoires comme le paiement des médicaments d'ordonnance, des soins dentaires, des soins de la vue et des prothèses. Il convient toutefois de signaler que les provinces n'offrent pas toutes le même niveau de prestations à caractère médical et que ce genre d'aide n'est parfois même pas accessible à certaines catégories de clients dans certaines provinces.

L'impôt foncier local est inclus dans l'allocation de logement versée aux ménages qui possèdent ou achètent une résidence.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 46. S'il existe plusieurs prestations sociales ou d'autres prestations de ce genre liées aux ressources, quelles sont les relations entre les deux? Par exemple, au Royaume-Uni, la valeur de tout crédit familial entre en ligne de compte dans le calcul du revenu effectué pour déterminer l'admissibilité aux prestations de logement.**

Dans toutes les provinces, l'aide sociale est le programme de dernier recours qui tient compte des actifs et du revenu en provenance de toutes les sources dans l'évaluation des besoins. Selon la province, les prestations reçues dans le cadre d'autres programmes peuvent être ou ne pas être exemptées à cette fin.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 47. Existe-t-il un programme destiné à répondre à des besoins particuliers ou urgents?**

L'évaluation des besoins⁽²⁾ sur laquelle on se base pour déterminer l'admissibilité à l'aide sociale tient compte des besoins de base et des besoins particuliers, y compris tout besoin urgent valable du ménage demandeur. Selon la province, l'aide en cas d'urgence et certains types d'aide immédiate peuvent être remboursables.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

Droits d'auteur Développement des ressources humaines Canada
dernière mise à jour de cette page 1999.03.19

Canada



**Politique
sociale**



**Développement des
ressources humaines Canada**

**Human Resources
Development Canada**



**PAGE
D'ACCUEIL**



**QUOI DE
NEUF**



**RECHERCHE ET
ASSISTANCE**



COURRIER



**ARCHITECTURE
DU SITE**



ENGLISH

Troisième partie : Administration

► **Rapports**

► **Statistiques**

► **L'union
sociale**

► **F/P/T
Services à
l'enfance et à
la famille**

► **Page
d'accueil de
Politique
stratégique**

- 48. Comment réclame-t-on des prestations sociales? Peut-on par exemple faire une demande par la poste ou faut-il se rendre en personne au bureau approprié?**

Toutes les provinces exigent que les demandeurs utilisent les formules prescrites (sauf en cas d'urgence) et qu'ils remettent leur demande en personne au bureau le plus proche de l'autorité administrante. Une des conditions d'admissibilité est la tenue d'une entrevue au domicile du client ou au bureau du travailleur.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 49. Combien souvent les demandes doivent-elles être renouvelées et les prestations sont-elles versées?**

Les provinces paient les prestations régulières tous les mois ou deux fois par mois et les allocations spéciales pour les cas d'urgence selon les besoins précis du demandeur. Certaines provinces exigent que l'on remette périodiquement une demande officielle (une fois par mois pour les jeunes célibataires aptes au travail et une fois par trimestre ou une fois par an pour les cas de plus longue durée); d'autres exigent que certains de leurs clients ou tous renvoient tous les mois le talon de leur chèque dans le cadre d'un système de vérification permanent (il s'agit en quelque sorte d'un renouvellement mensuel de la demande).

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 50. Quelles sortes de changements de situation les bénéficiaires doivent-ils signaler?**

- les changements de situation financière, comme la rentrée d'un revenu d'un emploi ou d'une autre source ainsi que l'acquisition ou la vente d'un bien;
- les changements de composition du ménage (taille de la famille); ou
- tout autre changement susceptible d'influencer l'admissibilité du client ou le montant des prestations auxquelles il a droit.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 51. Comment les paiements sont-ils faits? Par virement de fonds sur un compte en banque, par chèque postal, par mandat encaissable à la banque ou au bureau de poste de la localité, ou en espèces au bureau**

de la sécurité sociale? Les gens ont-ils le droit de choisir le mode de paiement et dans l'affirmative, lequel est le plus en demande?

Selon la province (et souvent selon les circonstances particulières), les prestations peuvent être versées tous les mois ou deux fois par mois d'une ou de plusieurs façons :

- par chèque
- en espèces
- en prenant directement des dispositions pour fournir des biens et des services
- sous forme de coupons ou d'autorisation
- par dépôt direct au compte bancaire du client.

Les clients ont généralement le droit de choisir le mode de paiement. Le virement automatique est de plus en plus en demande (du moins pour les cas de longue durée), étant donné que c'est un mode de paiement plus simple pour l'autorité administrative et plus pratique pour le client.

La méthode ⁽¹⁵⁾ la moins en demande est le paiement indirect (par coupons ou en vertu de dispositions prises avec un tiers), qui a tendance à être surtout utilisée dans les situations très temporaires ou lorsque le client est peu désireux ou incapable de gérer ses finances lui-même.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

52. Existe-t-il un service de visites à domicile pour vérifier la situation des gens ou pour aider ceux et celles qui ont de la difficulté à se rendre en personne aux bureaux de la sécurité sociale?

Certaines provinces exigent dans certains cas qu'un travailleur fasse initialement une visite au domicile du demandeur pour que celui-ci puisse être admissible. Depuis quelques années, à la fois en raison de la diminution du nombre de travailleurs en service social individualisé et de l'augmentation générale du nombre de cas, dans la plupart des provinces du Canada, les clients ont de la difficulté à voir leur travailleur assez régulièrement.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

53. Si les gens reçoivent par erreur des prestations sociales supérieures à celles auxquelles ils ont droit, quel système a-t-on mis en place pour récupérer ces « trop-perçus »?

Chaque province a établi un système de récupération de prestations sociales accordées à une personne qui n'y a pas droit en raison d'un changement non déclaré du revenu du ménage ou d'un autre changement de situation, d'une fausse déclaration involontaire ou intentionnelle ou d'une fraude. Les trop-perçus sont récupérés auprès des clients par voie de réduction des prestations selon diverses formules provinciales basées sur un certain pourcentage du montant total auquel le client a droit ou selon un taux de réduction mensuel minimum. La plupart des provinces sont disposées à réduire le montant du remboursement ou à différer celui-ci lorsque cela entraînerait des difficultés indues.

En outre, certaines formes d'aide accordées par une province ou une

municipalité peuvent être assujetties à la condition de rembourser le gouvernement aux termes d'une entente officielle signée par le prestataire (pour l'aide temporaire accordée en attendant qu'un ménage admissible touche une somme globale, p. ex.). Lorsque c'est raisonnable, la plupart des provinces s'arrangent pour récupérer les trop-perçus touchés par un client qui n'est plus un bénéficiaire de l'aide sociale en les considérant comme une dette envers la Couronne.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 54. Qui, à part le ménage d'une personne qui demande de l'aide sociale, peut être responsable du remboursement des prestations? Les prestations peuvent-elles être réclamées à des divorcés lorsque la demande a été faite par leur ex-partenaire, par exemple? Dans l'affirmative, cela s'applique-t-il uniquement aux prestations versées pour les enfants? Est-ce valable lorsque le couple n'a jamais été marié? Les prestations peuvent-elles également être récupérées auprès de la succession d'un demandeur décédé?**

Toutes les provinces poursuivent activement les ex-conjoints quand le ménage du parent seul demandant de l'aide sociale compte au moins un enfant. Pour être admissibles, les parents seuls doivent entamer des procédures contre le parent absent ou faire respecter les jugements en matière de paiement de pension alimentaire, sinon ils doivent céder le droit de le faire à la Couronne. Dans un certain nombre de cas, par exemple en cas de violence familiale et en cas de défaut de paiement de la part de parents absents qui sont eux-mêmes des bénéficiaires de l'aide sociale, on renonce à exiger une pension alimentaire. Lorsque les conjoints n'ont jamais été mariés mais qu'ils sont les parents naturels d'un ou de plusieurs enfants, le parent absent peut être poursuivi pour le paiement d'une pension alimentaire de la même façon que dans le cas d'un couple marié séparé ou divorcé. La plupart des provinces font appliquer de façon plus stricte les ordonnances et les ententes de pension alimentaire en appliquant ou en renforçant la loi qui permet la saisie-arrêt sur le salaire et sur d'autres formes de revenu que touchent les parents qui n'ont pas la garde, pour récupérer les arriérés.

Il est rare qu'un ex-conjoint soit poursuivi par un demandeur sans enfant pour obtenir une pension alimentaire ou une aide.

Lorsqu'un client décède, tout trop-perçu dû à la Couronne peut être récupéré auprès de sa succession.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 55. Quelles dispositions ont été prises pour lutter contre la fraude ou la détecter?**

Depuis quelques années, les programmes provinciaux d'aide sociale mettent davantage l'accent sur la prévention et la détection de la fraude, compte tenu du fait que leurs budgets sont limités et que le nombre de cas a augmenté au cours des années 80 et au début des années 90. La plupart des provinces ont engagé spécialement du personnel pour faire enquête sur les cas de fraude présumée; ces enquêtes se font au cours du processus normal d'examen des cas (rencontre mensuelle ou annuelle entre le travailleur et le chef de famille pour revoir le cas) ou, dans

certain cas, à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation faite par un citoyen consciencieux. D'autres ont étendu le champ d'application et le nombre de procédures de vérification de l'admissibilité initiale pour chaque demandeur, vérifiant de façon beaucoup plus méticuleuse qu'auparavant la situation financière, familiale et professionnelle du demandeur pour s'assurer que ses déclarations sont exactes.

Voici **quelques** autres mesures que certaines provinces ont prises en matière de prévention et de détection de la fraude :

- les déclarations de chaque demandeur sont vérifiées par deux travailleurs sociaux pour s'assurer qu'aucun détail n'a été omis en déterminant son admissibilité (double vérification),
- certaines catégories de clients (uniquement ceux qui sont aptes au travail, de manière générale) peuvent être tenus d'aller chercher leur chèque en personne pour être admissibles.
- les prestations sociales sont déposées directement au compte bancaire du client pour réduire les risques de déclaration frauduleuse de perte de chèque et faciliter leur encaissement par le client,
- la communication de renseignements entre les autorités et les services qui versent des prestations dans le cadre de divers programmes est devenue plus fréquente.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

56. Les intéressés doivent-ils présenter une carte ou un numéro d'identité pour réclamer des prestations?

De nombreuses provinces ont envisagé le recours à des cartes d'identité avec ou sans photo voire aux empreintes digitales pour essayer de faire diminuer le nombre de demandes frauduleuses. Cependant, aucune n'a mis en tel système en oeuvre jusqu'à présent, principalement à cause des risques de faire face à des actions en justice intentées sous prétexte que cela constitue une atteinte aux droits de la personne. Une des conditions d'admissibilité initiale est que les demandeurs fournissent tous les renseignements, notamment des certificats de naissance et des numéros d'assurance sociale, qui pourraient être nécessaires pour prouver que leurs déclarations concernant leurs actifs, leur revenu et leur situation familiale sont exactes; ils doivent également signer une formule autorisant un agent du ministère à vérifier tout renseignement concernant leur situation, y compris les comptes bancaires et les autres investissements.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

57. Existe-t-il un système permettant aux gens de contester des décisions administratives en matière d'aide sociale ou de faire appel? Dans l'affirmative, prière d'indiquer comment il fonctionne.

Dans toutes les provinces, les demandeurs ou les prestataires sont autorisés à faire une demande de réexamen lorsqu'ils sont mécontents d'une décision concernant leur droit à l'aide sociale. Certaines provinces ont fixé des limites quant aux questions pouvant faire l'objet d'un appel officiel, tandis que d'autres permettent aux personnes concernées de contester toute décision concernant leur cas. Les appels peuvent être examinés par des commissions d'appel provinciales composées de

plusieurs membres nommés par le ministre responsable de l'aide sociale, par un comité de révision local composé de quelques membres de la collectivité, ou les deux. Dans certaines provinces, la décision de cet organisme n'est pas nécessairement définitive, selon la nature de l'appel; l'appelant peut demander à l'ombudsman de la province (quand il y en a un) d'intercéder en sa faveur ou de contester la décision en cour provinciale.

Précédent | Table des matières

58. Le travail des ministères ou des organismes qui administrent l'aide sociale est-il soumis à un contrôle ou à un examen de la part d'autres organismes gouvernementaux ou indépendants, d'un ombudsman, par exemple? Dans l'affirmative, veuillez décrire brièvement les mesures correspondantes.

Tous les ministères fédéraux sont assujettis au contrôle ou à l'examen du Bureau du Vérificateur général (organisme gouvernemental ayant pour mission de faire un rapport sur l'efficacité des opérations gouvernementales sur les plans administratif et financier).

Il existe un système analogue de contrôle des opérations gouvernementales au palier provincial; selon la province, ce rôle incombe au vérificateur général ou au vérificateur provincial.

En outre, le Bureau de l'Ombudsman (dans les provinces où cela existe) peut prendre la défense des citoyens dans les cas de discrimination présumée.

Depuis 1969, les politiques sociales du gouvernement fédéral sont suivies de près par le Conseil national du bien-être social, organisme consultatif composé d'une vingtaine de membres⁽¹⁶⁾ représentant les diverses régions du pays, qui sont nommés par le gouverneur en conseil. La mission du Conseil consiste à « conseiller le ministre [du Développement des ressources humaines] sur les questions touchant au bien-être social que celui-ci l'a chargé d'étudier ou qu'il juge bon d'examiner ». Depuis le milieu des années 80, le Conseil a rédigé une demi-douzaine de rapports sur l'aide sociale au Canada qui sont présentés au ministre et sont également accessibles à la population et aux médias.

Le contrôle et l'examen des programmes d'aide sociale entrent également dans les attributions d'un certain nombre d'autres organismes privés, notamment :

- l'Organisation nationale anti-pauvreté;
- des facultés universitaires comme les facultés de travail social ou d'administration publique (dont certaines publient des revues et des études concernant la politique gouvernementale et la politique sociale); et
- un certain nombre d'organisations à but et sans but lucratif, de gauche et de droite, notamment le Fraser Institute, l'Institut C.D. Howe, le Conseil canadien de développement social, le Caledon Institute of Social Policy, l'Institut G. Allan Roher et toute une série d'autres.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

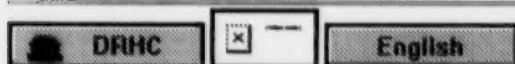
59. Quel rôle les organisations non gouvernementales comme les oeuvres de bienfaisance, les organismes confessionnels, les syndicats ou les organismes bénévoles jouent-ils dans la fourniture ou l'administration de services d'aide sociale? Certaines de ces organisations reçoivent-elles des fonds de l'État à cet effet?

Les organismes bénévoles comme les banques alimentaires et les soupes populaires se sont multipliés rapidement dans toutes les provinces du Canada, surtout depuis la récession économique du début des années 80. Ils offrent une aide qui complète les programmes d'aide de dernier recours destinés aux personnes nécessiteuses. Quelques-uns reçoivent une aide financière officielle et régulière de l'État; ils comptent principalement sur les campagnes qu'ils mènent auprès de la population et sur les arrangements qu'ils prennent avec l'industrie alimentaire (les grossistes, les supermarchés, les restaurants, etc.) pour le soutien courant de leurs activités.

D'une façon générale, les organismes religieux ne jouent pas un rôle direct dans la fourniture ou l'administration des services d'aide sociale; ils accordent une certaine aide financière ponctuelle dans des cas d'urgence, mais, dans le domaine de la politique sociale, ils s'occupent davantage de défense des intérêts des citoyens que de fourniture de programmes.

Les syndicats et les grandes entreprises (Congrès du Travail du Canada, Chambre de commerce, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, p. ex.) sont devenus plus actifs dans les domaines de la politique sociale parce que l'idée que la politique sociale et la politique économique sont inextricablement liées est de plus en plus répandue.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)





**Politique
sociale**



PAGE
D'ACCUEIL



QUOI DE
NEUF



RECHERCHE ET
ASSISTANCE



COURRIER



ARCHITECTURE
DU SITE



ENGLISH

Quatrième partie : Finances et dépenses

► Rapports

► Statistiques

► L'union
sociale

► F/P/T
Services à
l'enfance et à
la famille

► Page
d'accueil de
Politique
stratégique

60. Recueille-t-on des données sur les dépenses nationales en matière d'aide sociale? Dans l'affirmative, veuillez donner les chiffres correspondants pour la dernière année complète, en termes nominaux, et indiquer quel pourcentage des dépenses totales en matière de sécurité sociale elles représentent. Veuillez aussi donner si possible les chiffres indiquant les fluctuations qui se sont produites depuis 1980.

Estimation des dépenses en matière d'aide et de sécurité sociales				
Année	Dépenses en sécurité sociale ¹ (millions de \$)	Dépenses en aide sociale ² (millions de \$)	AS en % du total séc. soc.	Éducation ³ (millions de \$)
1990-1991	121 600 ^e	8 883	7,3 ^e	43 000 ^e
1989-1990	110 700 ^e	7 146	6,5 ^e	40 000 ^e
1988-1989	102 900 ^e	6 826	6,6 ^e	36 000 ^e
1987-1988	95 438	6 394	6,7	33 000 ^e
1986-1987	89 368	6 124	6,9	31 000 ^e
1985-1986	81 723	5 880	7,2	28 000 ^e
1984-1985	75 956	5 522	7,3	27 000 ^e
1983-1984	70 802	4 927	7,0	26 000 ^e
1982-1983	65 033	4 155	6,4	23 181
1981-1982	52 116	3 272	6,3	20 832
1980-1981	44 988	2 839	6,3	18 068

e -- estimation

1. Source : *Statistiques de la sécurité sociale*. La sécurité sociale comprend la sécurité du revenu, les services sociaux et les services de santé.

2. Source : *Statistiques de la sécurité sociale*. Ces chiffres constituent une estimation des dépenses fédérales et provinciales à l'exclusion des frais administratifs.

3. Chiffres de l'OCDE sur les coûts de l'éducation. Nous les avons

inclus au cas où vous voudriez inclure l'éducation dans votre définition de la « sécurité sociale ».

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 61. Existe-t-il des chiffres sur les dépenses liées aux programmes d'aide spéciale offrant des subventions ou des prêts uniques? Dans l'affirmative, veuillez les fournir.**

Il n'existe pas de chiffres de ce genre à l'échelle du pays.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 62. Existe-t-il des chiffres séparés sur les frais d'administration des programmes d'aide sociale? Dans l'affirmative, veuillez indiquer le total pour la dernière année complète.**

Ces chiffres ne sont pas uniformes pour toutes les provinces et ils ne sont pas facilement utilisables.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 63. Comment l'aide sociale est-elle financée? Est-elle financée par exemple par le biais de l'impôt général, par le biais d'une taxe spéciale pour la sécurité sociale, par le biais des cotisations de sécurité sociale versées par les employés et les employeurs, par le biais des impôts locaux ou par d'autres moyens?**

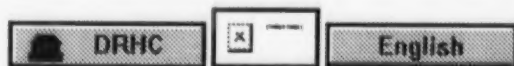
L'aide sociale est financée en partie par le Trésor fédéral (recettes générales du gouvernement), en partie par les recettes des gouvernements provinciaux et, dans les provinces qui ont adopté un système d'aide sociale à deux paliers ([voir question 2](#)), par les taxes foncières locales. Il convient toutefois de signaler que dans les provinces ayant un système à palier unique, les municipalités paient une partie des frais d'aide sociale par le biais du régime municipal traditionnel de taxes de péréquation (les municipalités paient une partie proportionnelle du coût des services qui leur sont fournis par la province pour l'ensemble de la population).

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

- 64. Si des organisations non gouvernementales jouent un rôle important dans la fourniture de services d'assistance sociale, reçoivent-elles des fonds du gouvernement central ou local à cet effet? Veuillez donner tous les chiffres disponibles sur les fonds accordés à ces organisations pour le financement de l'aide sociale.**

[Voir question 59.](#)

[Précédent](#) | [Table des matières](#)





Développement des
ressources humaines Canada

Human Resources
Development Canada



PAGE
D'ACCUEIL



QUOI DE
NEUF



RECHERCHE ET
ASSISTANCE



COURRIER



ARCHITECTURE
DU SITE



ENGLISH

Cinquième partie : Statistiques sur les demandeurs de prestations d'aide sociale

► Rapports

► Statistiques

► L'union sociale

► F/P/T Services à l'enfance et à la famille

► Page d'accueil de Politique stratégique

65. Veuillez fournir dans toute la mesure du possible les statistiques
suivantes si elles sont disponibles :

- Les derniers chiffres disponibles sur le nombre de bénéficiaires pour l'ensemble des prestations d'aide sociale, par principaux groupes clients (parents seuls, chômeurs, jeunes de moins de 25 ans, personnes ayant dépassé l'âge de la retraite, personnes malades et handicapées)
- Le nombre d'enfants que comptent les familles recevant de l'aide sociale
- Le pourcentage de la population totale recevant de l'aide sociale (par groupe client)
- La proportion de bénéficiaires de l'aide sociale qui reçoivent également des prestations d'assurance sociale
- Le nombre de prestataires depuis 1980 (séries chronologiques)
- Le nombre de demandes d'aide sociale faites pour la dernière année complète et le taux de réussite
- Le pourcentage estimatif de personnes admissibles formant la clientèle réelle (par principaux groupes clients)

Voici un résumé des renseignements disponibles. Il ne faut pas perdre de vue que :

- Les provinces et les territoires administrent leurs propres programmes d'aide sociale et que le manque d'uniformité dans les définitions ou les mécanismes de déclaration ne permet pas de rassembler des données nationales fiables.
- Des données détaillées sont généralement recueillies sur le **chef de ménage**; on possède peu de données sur les caractéristiques de tous les bénéficiaires de l'aide sociale. Le terme « **cas** » équivaut à « ménage » et peut s'appliquer à une seule personne ou à toute une famille. Le terme « **prestataire** » s'applique à toutes les personnes qui font partie du cas et comprend le chef ainsi que toutes les autres personnes à charge (conjoint(e) et enfants s'il y a lieu).
- Une ventilation détaillée des cas par groupe cible ne peut être donnée du fait qu'il existe un certain chevauchement entre les diverses catégories.

a- Données estimatives nationales disponibles sur le nombre de cas :

- données estimatives sur la structure familiale (voir tableau sur les cas et les prestataires pour mars 1993 [chiffres les plus récents] et mars 1992),
- les **chômeurs aptes au travail** représentaient 45 p. 100 du nombre total de cas en mars 1992. Nous tenons à signaler que la définition de « apte au travail » varie d'une province à l'autre; par exemple, l'aptitude au travail d'un chef de famille monoparentale est établie en fonction de l'âge du plus jeune enfant du ménage (entre autres choses) et cet âge varie d'une province à l'autre.
- les ménages dont le chef est une personne considérée comme **handicapée pour une période prolongée** représentaient 20 p. 100 de la totalité des cas en mars 1992. La définition du terme « handicapé(e) » varie également d'une province à l'autre.
- la répartition proportionnelle des cas par **groupe d'âge** du chef, pour mars 1992, est la suivante :

moins de 25 ans	21%
de 25 à 29 ans	17%
de 30 à 39 ans	28%
de 40 à 49 ans	16%
de 50 à 54 ans	6%
de 55 à 64 ans	11%
65 ans et plus	1%

b- Nombre d'enfants que comptent les familles recevant de l'aide sociale

Les tableaux qui suivent donnent la ventilation estimative, pour l'ensemble du pays, des cas et des prestataires, selon la structure familiale, pour les mois de mars 1992 et mars 1993.

Données sur l'aide sociale pour mars 1993				
	Cas		Prestataires	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Célibataires	924 500	57,2	924 500	31,1
Couples sans enfants	80 500	5,0	161 000	5,4
Couples avec enfants	169 700	10,5	339 400	11,4
Parents seuls	441 500	27,3	441 500	14,8
Enfants	sans objet	sans objet	1 108 600	37,3
Total	1 616 200	100,0	2 975 000	100,0

Données sur l'aide sociale pour mars 1992				
	Cas		Prestataires	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Célibataires	840 900	57,1	840 900	30,9
Couples sans enfants	72 900	5,0	145 800	5,4
Couples avec enfants	149 000	10,1	298 000	10,9
Parents seuls	408 200	27,7	408 200	15,0
Enfants	sans objet	sans objet	1 030 100	37,8
Total	1 471 900	100,0	2 723 000	100,0

c- Pourcentage de la population totale recevant de l'aide sociale (par groupe client)

Aucune donnée par groupe client n'est établie. Les dernières données disponibles sont pour mars 1993.

Nombre total de bénéficiaires de l'aide sociale, mars 1993 :	2 975 000
Population estimative au 1 ^{er} avril 1993 :	28 665 900
Pourcentage de la population que représentent les bénéficiaires de l'aide sociale :	10,4 %

d- Proportion de bénéficiaires de l'aide sociale qui reçoivent également des prestations d'assurance sociale

Pour le mois de mars 1992, on estime que 3,3 p. 100 des cas d'assistance sociale ont déclaré un revenu provenant de prestations d'assurance-chômage.

e- Nombre de prestataires depuis 1980 (séries chronologiques)

Le tableau ci-dessous donne un bref aperçu des données relatives au nombre de cas et au nombre de prestataires.

En mars	Nombre estimatif de cas	Nombre estimatif de prestataires
1981	734 300	1 418 400
1982	788 100	1 502 800
1983	985 000	1 832 900
1984	1 028 500	1 894 900
1985	1 058 000	1 923 300
1986	1 048 900	1 892 900
1987	1 051 700	1 904 900
1988	1 018 400	1 853 000

1989	1 022 100	1 856 100
1990	1 056 000	1 930 100
1991	1 239 000	2 282 200
1992	1 471 900	2 723 000
1993	1 616 200	2 975 000

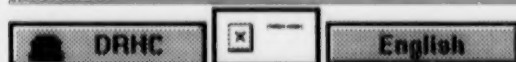
f- Nombre de demandes d'aide sociale pour la dernière année complète et taux de réussite

Non disponible.

g- Pourcentage estimatif de personnes admissibles formant la clientèle réelle (par principaux groupes clients)

Non disponible.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)





**Politique
sociale**



**Développement des
ressources humaines Canada**

**Human Resources
Development Canada**



PAGE
D'ACCUEIL



QUOI DE
NEUF



RECHERCHE ET
ASSISTANCE



COURRIER



ARCHITECTURE
DU SITE



ENGLISH

Sixième partie : Contexte législatif et orientations

► Rapports

► Statistiques

► L'union
sociale

► F/P/T
Services à
l'enfance et à
la famille

► Page
d'accueil de
Politique
stratégique

66. Veuillez indiquer les lois et règlements qui concernent l'aide sociale.

Le *Régime d'assistance publique du Canada* et les règlements correspondants constituent la législation fédérale qui régit la participation du gouvernement du Canada aux frais encourus par les provinces et les municipalités pour fournir des services d'aide sociale et de bien-être aux personnes nécessiteuses. Chaque province ⁽¹⁷⁾ a au moins une loi et un règlement qui autorise et régit l'aide sociale et dans les provinces dotées d'un système à deux paliers, certaines municipalités ont des règlements concernant l'administration de leur programme conformément à la législation provinciale.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

67. La législation en matière d'aide sociale énonce-t-elle certains objectifs précis en ce qui concerne l'octroi des prestations? Dans l'affirmative, quels sont ces objectifs?

Dans le préambule du *Régime d'assistance publique du Canada*, les autorités fédérales reconnaissent que l'instauration de mesures convenables d'assistance publique pour les personnes nécessiteuses et que la prévention et l'élimination des causes de pauvreté et de dépendance de l'assistance publique intéressent tous les Canadiens; « le Parlement du Canada... désire encourager l'amélioration et l'élargissement des régimes d'assistance publique et des services de protection sociale dans tout le Canada en partageant dans une plus large mesure avec les provinces les frais de ces programmes ».

Les lois provinciales sur l'aide sociale ne contiennent pas de préambule. La plupart de ces lois précisent (dans la première ou la deuxième partie de la loi) qu'il s'agit d'octroyer de l'aide aux « personnes nécessiteuses », notion qui est définie dans la réglementation provinciale et qui renferme des objectifs inhérents (parce que chaque province établit son évaluation des besoins ² sur mesure, en fonction de ses propres objectifs politiques, économiques et financiers). La *Loi sur la sécurité du revenu* ⁽¹⁸⁾ du Québec est la seule loi provinciale sur l'aide sociale qui énonce quatre objectifs précis en matière de sécurité du revenu :

- « accorder une aide financière de dernier recours aux personnes qui n'ont pas de ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille;
- accorder cette aide en tenant compte du fait que les personnes

qui présentent des contraintes sévères à l'emploi sont dans une situation différente de celle des personnes aptes au travail;

- favoriser l'intégration au marché du travail des personnes aptes au travail tout en considérant que les personnes déjà sur le marché du travail ou aux études doivent conserver une incitation à y demeurer; et
- fournir un apport financier aux familles à faibles revenus qui ont des enfants à charge et dont au moins un adulte est sur le marché du travail ».

Précédent | Table des matières

68. Votre gouvernement a-t-il pour le moment des objectifs officiels précis en matière d'aide sociale? Dans l'affirmative, prière de les énumérer brièvement.

Le 31 janvier 1994, le ministre fédéral du Développement des ressources humaines (l'honorable Lloyd Axworthy) a annoncé officiellement à la Chambre des communes que, conformément à l'engagement que le gouvernement avait pris de remettre les gens au travail, un examen approfondi et une réforme des politiques sociales du pays (y compris de l'aide sociale et de l'assurance-chômage) auraient lieu immédiatement.

Pratiquement tous les objectifs de cette révision nous intéressent dans le contexte de la présente étude. Les voici :

- « répondre aux besoins fondamentaux du marché du travail en matière d'assurance et d'adaptation;
- restructurer des éléments du Programme d'assurance-chômage et du Régime d'assistance publique du Canada en vue de créer une nouvelle forme d'assurance-emploi;
- aider les gens à faire la transition décisive entre l'école et le travail au moyen de nombreuses possibilités de formation, d'apprentissage, de service communautaire et de travail;
- améliorer l'aide en matière d'apprentissage et de formation tout au long de la vie;
- augmenter les mesures prises dans le domaine de l'aide pour les enfants et des garderies;
- redéfinir la répartition du travail et les règles applicables en milieu de travail;
- assurer aux personnes handicapées la possibilité d'atteindre les objectifs d'égalité, d'autonomie et de pleine participation;
- chercher à établir un meilleur équilibre entre les mesures visant à encourager la création d'emplois et celles qui se rapportent aux charges sociales;
- assurer un minimum de sécurité aux personnes dans le besoin;
- redéfinir les responsabilités respectives des gouvernements et renforcer les ententes de coopération en vue d'obtenir de meilleurs ratios coûts-efficacité; et
- définir des façons plus intelligentes d'assurer la prestation des services et d'éviter les chevauchements ».

Le Comité permanent du développement des ressources humaines du gouvernement fédéral étudiera les opinions des Canadiens sur la sécurité sociale et le marché du travail ainsi que les options qui existent en matière de politique sociale au cours du printemps et de l'été de 1994, et le ministre a annoncé que le Parlement examinerait la loi au

cours de l'automne de cette année ou du début de l'année suivante. Parallèlement à cela se dérouleront des discussions approfondies avec les provinces ainsi que des consultations avec les secteurs clés de la société, notamment avec les milieux d'affaires, les milieux syndicaux, des organismes sociaux et communautaires ainsi que des organisations autochtones.

Le gouvernement fédéral s'est engagé à entreprendre une réforme des programmes sociaux qui sera terminée dans deux ans.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

69. Quel rôle l'aide sociale joue-t-elle dans le cadre du régime de sécurité sociale en général?

Les programmes provinciaux et municipaux d'aide sociale qui forment ce que l'on appelle généralement le « filet de sécurité sociale de dernier recours du Canada », fournissent les revenus nécessaires pour couvrir le coût des besoins de base d'une personne célibataire ou d'une famille quand toutes les autres ressources financières ont été épuisées.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

70. D'importants changements ont-ils eu lieu dans vos programmes d'aide sociale et prévoit-on actuellement d'autres changements importants pour l'avenir? Dans l'affirmative, quels sont les changements apportés et prévus?

Changements récents

- Depuis le milieu des années 1980, de nombreuses provinces ont renforcé leurs politiques en matière d'exemption des gains et leurs programmes de prestations pour la période de transition (c.-à-d. l'aide au client faisant la transition à un emploi) grâce aux ententes fédérales-provinciales visant à améliorer l'employabilité des bénéficiaires de l'aide sociale (voir question 3).
- Dans le contexte des *Mesures fédérales de compression des dépenses gouvernementales* de 1990, le taux annuel d'accroissement des contributions versées à l'Ontario, à l'Alberta et à la Colombie-Britannique⁽¹⁹⁾ dans le cadre du *Régime d'assistance publique du Canada* était limité à 5 p. 100 pour 1990-1991 et 1991-1992 (par rapport à l'année de base, c'est-à-dire à 1989-1990); le « plafond de 5 p. 100 sur le RAPC » fut prolongé pour une période de trois ans, jusqu'à la fin de 1994-1995, dans le budget suivant. Les provinces touchées furent donc obligées de trouver un moyen de restreindre les dépenses, soit en réduisant le nombre de cas ou la couverture de l'aide sociale.
- Depuis une dizaine d'années environ, la plupart des provinces ont procédé à une réforme⁽²⁰⁾ graduelle ou radicale de leurs programmes d'aide sociale. Au cours de cette période, et surtout depuis le début des années 90, de modestes réformes provinciales ont été entreprises (on a par exemple fait en sorte que les exemptions d'actifs et les exemptions de revenu soient

plus ou moins généreuses pour diverses catégories de clients, on a bloqué voire réduit les taux d'aide, on a appliqué de façon plus stricte l'obligation pour les personnes aptes au travail de chercher un emploi). D'autres ont décidé de remanier leur système (p. ex., le Québec a mis en oeuvre son nouveau programme de sécurité du revenu ⁽¹⁸⁾ entre 1989 et 1990).

- Le dénominateur commun de tous les efforts de réforme, que ce soit à l'échelon fédéral, provincial ou municipal (dans les régimes à deux paliers où les municipalités fixent elles-mêmes leurs politiques d'aide sociale), c'est le rattachement à l'aide sociale d'obligations (et de possibilités) de formation.
- Depuis quelques années, de nombreuses provinces ont subdivisé leur système d'aide sociale en deux types de programmes distincts (dans certaines provinces, cela existe toutefois depuis que ces programmes ont été établis, c'est-à-dire depuis les années soixante et le début des années soixante-dix). Le premier, ce sont les programmes conçus pour les clients définitivement inaptes au travail qui ont besoin d'un soutien du revenu pour une longue période, et pour les personnes à leur charge; ces programmes se présentent sous diverses appellations comme l'assurance-revenu, le revenu garanti, le soutien financier. L'autre type de programmes sont les programmes destinés à ceux et celles qui peuvent dans certains cas, avec une aide supplémentaire et des cours de rattrapage ou de formation aller ou retourner sur le marché du travail et accéder à l'autosuffisance. D'une manière générale, les règles d'admissibilité financière et administrative, et celles qui sont liées à la classification (voir question 3) ne sont pas aussi strictes pour la clientèle inapte au travail que pour les personnes aptes au travail, et les niveaux de prestations ont tendance à être plus généreux pour ce groupe également.

Projets récents

- Voir question 68 en ce qui concerne l'examen approfondi des programmes d'aide sociale, annoncé par le ministre fédéral du Développement des ressources humaines.
- À la fin de 1993, le gouvernement de Terre-Neuve a proposé un nouveau Programme de supplément de revenu (PSR) pour cette province visant à « compléter le revenu des faibles salariés grâce à un supplément de revenu de base qui serait indépendant des gains, et un Supplément au revenu du travail qui augmenterait jusqu'à un certain plafond à mesure que les gains s'accroissent. Le PSR serait réduit à mesure que le revenu familial augmente pour éviter que les personnes faisant partie de familles à revenus élevés reçoivent le supplément de revenu. » Dans le cadre du même projet, on prévoit la création d'un nouveau Supplément pour l'éducation (SE), qui « procurerait à tous les citoyens désireux de le faire, les moyens nécessaires pour poursuivre des études supérieures ou suivre des cours de perfectionnement ». Le financement du PSR et du SE serait assuré par les économies réalisées grâce aux réformes apportées au Régime d'assurance-chômage et à l'aide sociale ainsi que grâce à la création d'emplois dans la province. Des fonctionnaires fédéraux sont en train d'examiner cet ensemble de mesures.
- Le gouvernement de l'Ontario a entrepris la tâche de réorganiser de fond en comble l'aide sociale pour 1995. Le principe sur

lequel repose cette réforme est double; la province compte « promouvoir l'indépendance en encourageant la préparation à l'emploi » et « traiter de façon équitable toutes les familles à faibles revenus, y compris celles où les parents travaillent à plein temps ». La nouvelle tactique comprendra trois programmes :

1. le « programme de revenu pour enfants » de l'Ontario (Ontario Child Income Program) (chèque mensuel lié aux ressources, remis à tous les ménages à faibles revenus de la province qui ont des enfants);
 2. les « prestations aux adultes » de l'Ontario (Ontario Adult Benefit) (aide accordée en fonction des besoins liés à l'alimentation, l'habillement et le logement ainsi que des besoins personnels des adultes qui sont dans une période de transition à un emploi et pour ceux qui ne peuvent pas travailler en raison de certaines invalidités; et
 3. le programme de « transition à l'emploi » (JOB LINK) qui permettra aux clients admissibles de toucher une « allocation d'emploi et de formation » [au lieu des « prestations aux adultes »] pour couvrir leurs besoins de base et les frais découlant de la préparation à l'emploi et de la recherche d'un emploi).
- D'autres provinces ont essayé ou essaient d'envisager la réforme des services de bien-être social sous un nouvel angle, notamment « en accroissant la continuité des programmes et services de formation et d'éducation » (Nouveau-Brunswick au travail, p. ex.), en complétant les gains d'un emploi pour certaines catégories de clients jusqu'à ce qu'ils atteignent un certain niveau de revenu (les projets « d'autosuffisance » de la Colombie-Britannique et du Nouveau-Brunswick) ou en réunissant sous le même toit les services d'aide sociale et les services de formation et en les harmonisant.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

71. **Votre gouvernement a-t-il une opinion officielle sur le projet de la Commission européenne d'instaurer des garanties de revenu minimum au sein de l'Union? Dans l'affirmative, quelle est cette opinion (pour les pays de l'UE seulement)?**

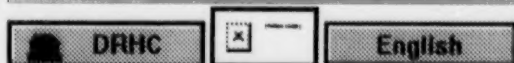
Sans objet.

[Précédent](#) | [Table des matières](#)

Préparé par :

Gilles Séguin
 Direction de la production et de l'analyse de l'information sur les programmes sociaux
 Direction générale de la politique sociale
 Politique stratégique
 Développement des ressources humaines Canada
 Le 21 mars 1994

[Précédent](#) | [Table des matières](#)





**Politique
sociale**



**Développement des
ressources humaines Canada**

**Human Resources
Development Canada**



**PAGE
D'ACCUEIL**



**QUOI DE
NEUF**



**RECHERCHE ET
ASSISTANCE**



COURRIER



**ARCHITECTURE
DU SITE**



ENGLISH

► **Rapports**

► **Statistiques**

► **L'union
sociale**

► **F/P/T
Services à
l'enfance et à
la famille**

► **Page
d'accueil de
Politique
stratégique**

Manuscript (texte du questionnaire complet)

Nota: Dans les pages qui suivent, vous trouverez la traduction française du questionnaire complet qui a été remis par la Direction générale de la politique sociale en mars 1994 à l'Université de York en Angleterre. Nous l'avons inclus ici en espérant qu'il saura intéresser les chercheurs dans le domaine social.

Sont exclues du texte ci-joint toutes modifications apportées à l'aide sociale au Canada depuis mars 1994, dont l'implantation du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux.

**Université de York, Service de la recherche sur la politique
sociale**

**Étude comparative internationale des programmes d'aide
sociale
questionnaire destiné aux fonctionnaires des gouvernements
nationaux**

Janvier 1994

Introduction

Le questionnaire comprend les six parties qui suivent :

1. La structure de l'aide sociale
2. Autres prestations liés à l'aide sociale
3. Administration
4. Finances et dépenses
5. Statistiques sur les demandeurs d'AS
6. Contexte législatif et orientations

Table des matières

Droits d'auteur Développement des ressources humaines Canada
dernière mise à jour de cette page 1999.03.19

Canada



**Politique
sociale**



**Développement des
ressources humaines Canada**

**Human Resources
Development Canada**



PAGE
D'ACCUEIL



QUOI DE
NEUF



RECHERCHE ET
ASSISTANCE



COURRIER



ARCHITECTURE
DU SITE



ENGLISH

Notes

► Rapports

► Statistiques

► L'union sociale

► F/P/T Services à l'enfance et à la famille

► Page d'accueil de Politique stratégique

1. Dans tout le reste du présent questionnaire, le terme « province » désignera également les deux territoires fédéraux (le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest).
2. Dans les programmes canadien d'aide financière, on effectue les trois principaux types de tests d'admissibilité d'ordre financier qui suivent :
 - l'évaluation des besoins : tient compte des avoirs, du revenu et des besoins, tel que prévu dans la législation provinciale (dans les programmes d'aide sociale);
 - l'évaluation des revenus : est basée uniquement sur le revenu de chaque demandeur; les niveaux de prestation sont fixés par la loi mais ne sont pas basés sur les besoins précis (p. ex. : le Supplément de revenu garanti fédéral pour les personnes âgées nécessiteuses); et
 - l'examen des ressources : c'est la même chose que le programme d'évaluation des revenus, mais il comprend en outre une évaluation des actifs (p. ex. : le programme d'aide financière à l'enfance du Manitoba, -- voir question 44).
3. Pour plus de renseignements sur les besoins spéciaux, voir question 45.
4. Les prestations sont réduites de 100 \$ par mois la première fois qu'un client apte au travail refuse ou abandonne un emploi ou perd son emploi sans raison valable; une autre réduction de 100 \$ par mois (qui n'est pas applicable aux parents qui sont les seuls soutiens de famille) est prévue quand le client refuse, abandonne ou perd un emploi sans raison valable pour la deuxième fois en l'espace de 12 mois. (Voir question 44 pour d'autres formes d'aide.)
5. Depuis la fin de 1993, le mandat de Santé et Bien-être social Canada en matière de bien-être social est fusionné au mandat en matière d'emploi (et d'assurance-chômage) d'Emploi et d'Immigration Canada et est confié au nouveau ministère du Développement des ressources humaines.
6. La demande de prestations constitue en fait une entente contractuelle entre le demandeur et le gouvernement provincial; le gouvernement accepte de fournir de l'aide en fonction des besoins et le client accepte de faire des efforts raisonnables pour devenir ou redevenir autosuffisant et de signaler tout changement de situation personnelle.
7. Cette disposition ne s'applique pas au Québec ni au Nouveau-Brunswick, parce que ces deux provinces utilisent une méthode de calcul des prestations différente (voir question 35).

8. Sauf en Saskatchewan, où une partie de la prestation est considérée comme un revenu imputable.
9. Le Québec est la seule province qui a fixé par voie de règlement la valeur marchande maximale de la maison qu'un demandeur ou prestataire peut posséder sans que le niveau des prestations qu'il reçoit soit réduit.
10. Les programmes d'assurance-maladie sont financés à même le Trésor dans toutes les provinces, sauf en Alberta et en Colombie-Britannique, où chaque ménage doit payer une prime mensuelle pour être assuré; dans ces deux provinces, les ménages bénéficiant de l'aide sociale sont exemptés de toute prime.
11. Le Québec est la seule province qui impose systématiquement de telles sanctions, sans aucune distinction (voir question 12).
12. En Nouvelle-Écosse, ce sont les municipalités qui fixent les taux d'aide de base et d'aide spéciale et la province les contrôle. En Ontario et au Manitoba, c'est la province qui fixe par voie de règlement les taux standards pour l'aide sociale municipale.
13. Pour obtenir des renseignements au sujet des programmes de logement canadiens, s'adresser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, 700, chemin Montréal, Ottawa, Canada, K1A 0P7 (téléphone : 613-748-2000, télécopieur : 613- 748-4897).
14. Les programmes d'assurance-maladie sont financés à même le Trésor dans toutes les provinces, sauf en Alberta et en Colombie-Britannique où chaque ménage doit payer une prime mensuelle; dans ces deux provinces, les ménages clients de l'aide sociale sont dispensés de payer ces primes.
15. Parce qu'elle n'est pas pratique sur le plan administratif et qu'elle ne laisse pas de liberté au client.
16. Il compte parmi ses membres des gens qui ont déjà reçu ou qui reçoivent toujours des prestations, des locataires de logements sociaux, des personnes actives au sein d'organismes qui militent en faveur des économiquement faibles, ainsi que des représentants de professions libérales (avocats, médecins, professeurs, travailleurs sociaux) et d'autres personnes actives dans le secteur des services sociaux.
17. Les provinces qui ont un système à deux paliers ont des structures législatives différentes (voir questions 2 et 33).
18. La *Loi sur la sécurité du revenu* prévoit deux programmes de dernier recours (le Programme « soutien financier » pour les personnes inaptes au travail à titre permanent et le Programme « Actions positives pour le travail et l'emploi », pour les personnes aptes au travail) ainsi que le Programme « d'aide aux parents pour leurs revenus de travail », qui est assujéti à un examen des ressources (voir question 44).
19. Les trois provinces canadiennes qui ne reçoivent pas de paiements de

péréquation du gouvernement fédéral.

20. La *Réforme du bien-être social*, un rapport publié en 1992 par le Conseil national du Bien-être social examine les efforts de réforme entrepris par chaque province au cours de la dernière décennie. Ce rapport fait partie d'une série de publications sur les programmes d'aide sociale dont la première, *Le bien-être social au Canada : Un filet de sécurité sociale*, est parue en novembre 1987. Pour obtenir des exemplaires de ces publications, s'adresser au Conseil national du bien-être social, 1010, rue Somerset ouest, Ottawa K1A 0J9 (téléphone : (613) 957-2961, télécopieur : (613) 957-0680).

Table des matières

Droits d'auteur Développement des ressources humaines Canada
dernière mise à jour de cette page 1999.03.19

Canada